

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Contre le courant (*Boris Souvarine*). — Le syndicalisme révolutionnaire au Congrès de St-Etienne (*Ker*). — Le procès des S. R. : Candeur de malins (*L. Trotsky*).

Précisions (*Pozzo di Borgo*). — Chronique Internationale (*P. Franklin*). — Réflexions d'un communiste allemand sur le cas Fabre (*A. Thalheimer*).

CONTRE LE COURANT

Moscou, 8 juillet.

L y a plus de six mois, l'auteur de cet article publiait dans *l'Humanité* deux articles consacrés à la tactique du Parti (1). Il se proposait d'étudier successivement les diverses formes de l'action communiste en France, en y appliquant la méthode dialectique marxiste qui est celle de l'Internationale Communiste, et il avait abordé le problème de la tactique électorale comme mis en avant par l'actualité.

Frossard avait écrit, dans un article de *l'Internationale* qui fit du bruit : « Le Parti n'a pas de tactique électorale ». C'était vrai, mais Frossard avait oublié de dire pourquoi : *parce que la Direction du Parti manquait à tous ses devoirs, à toutes ses tâches ; parce qu'elle renonçait à son rôle directeur ; parce qu'elle négligeait d'analyser la situation politique et d'en dégager les éléments d'une tactique communiste ; parce qu'elle laissait le Parti livré à des influences contradictoires et irresponsables.*

On ne pouvait demander aux organisations locales d'avoir une tactique, alors que l'organisation centrale se révélait incapable d'en concevoir une. Aussi, commettait-on fautes sur fautes et pratiquait-on une politique dont la seule caractéristique évidente était l'incohérence, et dont l'effet principal était de favoriser le Bloc National, de fournir aux dissidents une arme de première qualité contre les communistes, de désorienter les masses. Dans l'ensemble, une certaine tendance se dessinait, l'intransigeance, ou plus exactement une pseudo-intransigeance, incitant au maintien des candidats communistes au second tour de scrutin sous le prétexte que les socialistes ne se différencient en rien des bourgeois.

(1) *Notre tactique*, deux articles dans *l'Humanité* des 26 octobre et 19 novembre.

Comment une orientation aussi inconsidérée et dépourvue de sens révolutionnaire véritable avait-elle pu être déterminée ? Elle le fut sous la pression d'une petite fraction dont il a déjà été question ici, dite extrême-gauche parce qu'il lui a plu de se qualifier telle, et dont la nullité théorique et la malaisance pratique ne sont plus à démontrer. Ce groupe, fort de sa véhémence à défaut de doctrine, parvint à surprendre la bonne foi de la Fédération de la Seine, en l'absence d'éléments responsables pour lui barrer la route, et à en prendre la direction, exerçant ainsi par répercussion son influence sur tout le Parti. Mais comment une fraction aussi faible idéologiquement a-t-elle pu acquérir si vite un ascendant sur le Parti ? C'est que, selon la formule lumineuse de Trotsky, la politique, comme la nature, a horreur du vide ; une question se posait, la Direction ne répondait pas, l'extrême-gauche a répondu, et sa réponse baroque a eu cours à défaut d'une réponse communiste qui ne venait pas.

Le danger que courait le Parti apparaissait clairement dans la seconde moitié de l'an dernier. Il s'agissait de réagir contre le courant qui entraînait les communistes en France dans une politique stérile pour le prolétariat et profitable à la bourgeoisie. C'est ce que je tentai en publiant les deux articles : *Notre tactique*.

Il fallait s'attendre à rencontrer l'incompréhension, l'hostilité, les suppositions désobligeantes, les commentaires injustes. Je m'y attendais, et cette attente ne fut pas déçue. Il est même juste de dire que je fus comblé. Mais ce à quoi je dois avouer ne pas m'être attendu, c'est aux propos imbéciles, voire même injurieux, dont me gratifia le *Journal du Peuple* par la plume de trois rédacteurs. Ce à quoi j'étais loin de m'attendre, c'est au silence hostile des dirigeants du Parti, à leur silence complice du *Journal du Peuple*.

Dans tous les partis communistes du monde, il survient des désaccords : il en résulte tout simplement une discussion, et généralement une solution, à moins que le désaccord ne soit fondamental. Dans le parti français, les choses vont autrement. Au lieu de discuter le point de vue du camarade qui a exprimé l'idée controversée, de le critiquer, de le confronter avec un point de vue considéré comme supérieur, on garde le silence en public, à moins qu'on ne se répande en ricanements, en insinuations, en commentaires empoisonnés. De contradicteurs, point : des ennemis. Dans tous les partis, la discussion est une collaboration, la recherche commune de la meilleure conclusion. Chez nous, la discussion est un combat sans merci, la recherche du moyen — quel qu'il soit — le plus efficace pour se débarrasser d'un contradicteur.

L'accueil reçu par ces deux articles intempestifs ne m'incita pas à continuer « la série »... Mais il me fortifia dans ma conviction et me donna l'assurance qui me faisait défaut alors. J'attendais des critiques, des contradictions, des réfutations : il n'y en eut pas une. J'avais tracé ma thèse d'une plume parfois hésitante, comme un homme qui a conscience d'aller dans la bonne direction mais qui tâtonne encore (les communistes ne sont pas des dieux) : la pauvreté des arguments produits aux Congrès de décembre me rassura complètement. Lapidé, mais convaincu d'avoir fait mon devoir et bien servi le Parti, je me consolai en pensant qu'un an plus tard on me donnerait raison et que le point de vue communiste prendrait le dessus.

Un an ne s'est pas écoulé qu'il m'apparaît déjà possible de reprendre mon argumentation au point où je l'avais laissée, mais cette fois dans une tout autre atmosphère.

**

Ma thèse reposait sur une appréciation de la situation politique en France selon laquelle, en raison de la persistance des illusions démocratiques et des préjugés réformistes dans une partie considérable de la classe ouvrière, l'avènement du communiste au pouvoir est impossible avant l'accomplissement de l'expérience pratique qui dissipera ces illusions et ces préjugés. Cette expérience, c'est l'exercice du pouvoir par le ou les partis représentatifs de la mentalité réformatrice, c'est-à-dire les socialistes arriérés et les républicains avancés.

Je posais en ces termes la question fondamentale : « L'exercice du pouvoir par nos réformistes est-il une étape inévitable vers la révolution ? Faut-il cette expérience aux masses pour qu'elles soient désabusées, pour qu'elles comprennent la vanité du réformisme, pour qu'elles se tournent vers le communisme révolutionnaire ? »

Je justifiais la réponse affirmative à cette question en disant : « Ce ne sont pas les programmes, les doctrines, les livres qui convainquent les masses. Seule, une élite est séduite par les théories. Les masses ne se convainquent que par leur propre expérience. Or, no-

tre prolétariat a-t-il perdu tout espoir dans les remèdes réformistes ? Il serait vain de l'affirmer. Une minorité, une avant-garde, oui. Mais les masses profondes, non ».

Je réfutais l'opinion des dirigeants du Parti qui niaient l'éventualité d'un rôle politique à venir des dissidents : « Je sais que beaucoup de camarade répugneront à accorder encore, au parti dissident un rôle politique à jouer. Mais il ne faut pas prendre son désir pour la réalité. Ce parti est essentiellement électoral ; ses préoccupations, sa propagande, son programme sont d'ordre spécifiquement électoral ; il connaîtra certainement des succès électoraux. La succession du parti radical lui revient, en bonne logique. De même que le parti radical, tout en n'étant qu'une simple fédération de comités électoraux, tout en ne publiant que des journaux sans lecteurs, a conquis de nombreux sièges à la Chambre, le parti dissident, avec son méchant journal, qui dégoûte la majorité de ses propres adhérents, avec ses organisations squelettiques, recueillera les suffrages des électeurs apeurés à l'idée d'une révolution et mécontents des partis d'étiquette bourgeoise, des petites gens du « juste milieu », des ouvriers qui espèrent encore une amélioration de leur sort par les réformes ».

L'on devait retrouver ces idées deux mois plus tard dans les thèses de l'Internationale sur le front unique, bien que je ne me fusse concerté avec personne et que je ne prétendisse parler qu'à titre personnel. Mais participant de l'esprit général de l'Internationale, j'avais bien compris le sens des résolutions du 3^e Congrès mondial. Celui qui s'assimile la doctrine communiste est capable isolément d'interpréter une situation et de l'apprécier exactement comme un autre communiste se livrant de son côté à la même interprétation, à la même appréciation. Quand Zinoviev, le 4 décembre dernier, après avoir dit qu'il avait examiné le problème de concert avec Lénine, exposa devant l'Exécutif un point de vue qui confirmait celui que j'avais défendu deux mois plus tôt dans l'*Humanité* parmi les ricanements de quelques sots et dans le silence hostile de la Direction, le seul qui fût étonné fut le camarade Bestel.

Sans doute, ayant traité la question de tactique électorale en l'isolant un peu de la tactique générale (d'ailleurs uniquement pour la commodité de la discussion), j'ai commis une ou deux erreurs de détail, d'importance très secondaire, qui me sont apparues clairement pendant la discussion ample de l'Exécutif sur le front unique. Les débats de l'Exécutif sont précisément institués pour mettre les idées au point. N'ayant pas eu la prétention, en écrivant mes deux articles, de formuler une conception définitive, ayant au contraire dit franchement quelles hésitations me troublaient, je n'aurais éprouvé nul embarras à modifier ce que la critique aurait révélé faible ou faux. Le malheur est que j'attends encore cette critique. Après les sessions de l'Exécutif élargi, si j'avais à écrire de nouveau les deux

articles, je les referais sans y changer grand-chose mais cependant en y ajoutant beaucoup, principalement en ce qui concerne le gouvernement ouvrier. Cela prouve que les arguments de Trostky, de Zinoviev, de Clara Zetkin, de Kreibich, de Valetsky, etc., n'ont pas été produits en vain.

Pourquoi les dirigeants du Parti, qui trouvaient si mauvais mon point de vue, ne l'ont-ils pas critiqué publiquement ? Nous aurions discuté et, en serrant de près les questions, nous eussions abouti *inévitablement* à une conclusion satisfaisante. Car est-il possible d'imaginer qu'une discussion *entre communistes soit sans issue* ? Si un tel cas se produisait, c'est que le désaccord toucherait au tréfonds de notre doctrine et alors c'est l'unité du Parti qui serait en jeu. Quelqu'un supposait-il que si Cachin, si Frossard, si Renault, si Paul Louis (pour ne nommer que les principaux dirigeants responsables du Parti) m'avaient démontré la fausseté de mon opinion, j'aurais persisté dans celle-ci ? Celui qui supposerait une chose pareille serait un singulier communiste. Pour ma part, je ne ferai *a priori* l'injure à aucun membre du Parti de supposer qu'il puisse soutenir une erreur uniquement pour ne pas reconnaître s'être trompé.

Les dirigeants du Parti se sont montrés incapables de réfuter ma thèse. Ils se sont tus en public et ils ont assisté aux attaques les plus indignes sans souffler mot, *comme si cette affaire était purement privée, d'intérêt limité à quelques personnes, ne concernant pas le Parti*. Un représentant du Parti investi du mandat comportant les plus lourdes responsabilités traite publiquement d'un problème essentiel de la vie du Parti, des *membres du Comité Directeur* lui répondent dans le *Journal du Peuple* sur un ton qui est celui de l'Atelier, le cercle des communistes et des sympathisants suit attentivement la controverse, *et les dirigeants du Parti considèrent que ce n'est pas leur affaire*.

Ils sont neutres

Mais alors interviennent des gens qui ne sont pas neutres : ce sont ces démagogues que j'ai dénoncés ici il y a longtemps et que je dénoncerai aussi longtemps qu'il le faudra pour les empêcher de nuire au Parti. Ces éléments irresponsables, forts seulement du diapason de leur verbe, de l'audace de leur ignorance et de la pusillanimité de ceux qui devraient défendre les vues de l'Internationale, font adopter par la Fédération de la Seine une attitude absolument étrangère à la conception communiste de l'action politique ouvrière, une tactique stérile d'inspiration nettement anarchiste, — ce qui n'a rien d'étonnant si l'on songe que ce sont des antiparlementaires qui en sont les tenants. Le courant de démagogie ainsi créé, ne rencontrant aucun obstacle, détermine à Marseille l'orientation du Congrès. Les sottises commises incidemment avant Marseille sont ainsi justifiées et théorisées, et systématiquement répétées après le

Congrès. Le résultat est si évidemment néfaste que le Comité Directeur, élu pourtant sous l'influence de ce débordement de démagogie et dans les conditions « d'abominable cuisine » (paroles de Frossard et de Ker, secrétaires du Parti) que l'on sait, est obligé de reculer et de publier, à la veille des élections cantonales, des instructions tendant à empêcher nos Fédérations de faire le jeu du Bloc National. Un peu tard, cependant, et d'une manière trop insuffisante pour éviter l'échec relatif que notre Parti a subi : c'était une atténuation des effets d'une mauvaise tactique, ce n'était pas encore une tactique clairvoyante, qui reste à décider.

A qui le Parti doit-il demander compte de cette politique incohérente ? Pas à ces éléments que j'appelle irresponsables parce que ce n'est pas à eux que le Parti a confié la charge de conduire le Parti et de diriger ses organes, parce qu'ils ne se sont momentanément imposés qu'à la faveur de l'indifférence ou de la complaisance des dirigeants du Parti, des véritables responsables. C'est à ceux-ci qu'il faut imputer les conséquences de l'état de choses qui résulte de la tactique électorale dite d'intransigeance, en réalité d'incompréhension des conjonctures actuelles de la lutte des classes.

Dans aucun parti communiste ou socialiste du monde, on ne voit les chefs se laver les mains des problèmes vitaux concernant leur parti. A-t-on jamais vu Lénine neutre et laissant des tendances s'affronter sans donner son opinion ? At-on jamais vu Clara Zetkin neutre ? A-t-on jamais vu Adler, ou Serrati, ou Vandervelde neutres ? Il n'y a que dans notre Parti que l'on assiste à cet incroyable spectacle : les leaders du Parti s'abtenant de prendre position dans les discussions essentielles et laissant le champ libre à la démagogie. Or, je dis que si les dirigeants de notre Parti avaient compris leur devoir, s'ils avaient donné leur opinion et lutté pour la faire prévaloir, comme ils en ont l'obligation morale, impérieuse, ils auraient regardé à deux fois avant d'adopter publiquement le point de vue de Métayer. Je suis sûr que si même la thèse que j'ai soutenue leur avait semblé critiquable (et je n'ai jamais songé à me soustraire à la critique), il n'aurait pas fallu une longue discussion pour qu'ils en fassent leurs idées essentielles, qui sont celles de l'Internationale comme il est facile de s'en convaincre en lisant les thèses de l'Exécutif et les discours et articles de nos principaux théoriciens.

Ils ont préféré se taire pour ne pas s'exposer aux coups des démagogues, et ils ont laissé à ceux-ci toute latitude pour égarer le Parti. Mais quand la masse du Parti se trompe, elle se trompe de bonne foi, et elle ne craint pas de se déjuger dès que l'expérience lui démontre son erreur. Et quand elle se ressaisit, elle apprécie alors à leur valeur les conseils qui lui ont été donnés, elle juge ses militants, elle retire sa confiance à ceux qui l'ont trompée, elle la donne à ceux qui furent

clairvoyants aux heures difficiles et qui osèrent aller contre le courant quand l'intérêt du Parti le leur prescrivait comme un devoir.

Nous entendons aujourd'hui parler des élections cantonales comme d'un fait nouveau incitant à reviser la tactique du Parti et confirmant après coup le point de vue de l'Internationale, considéré comme erroné avant les élections par les dirigeants de notre mouvement. Or, ce n'est pas juste. Les lignes citées plus haut, extraites d'un des articles qui ont indigné nos « intransigeants » il y a huit mois, prouvent qu'avec une bonne boussole marxiste on pouvait assez facilement s'orienter dans la situation française. Il n'était pas besoin d'être prophète pour prédire le succès électoral des dissidents, il suffisait d'être communiste sérieux, appliquant à l'étude d'un problème politique la *méthode dialectique* éprouvée qui fait la force intellectuelle du communisme. En écrivant les lignes plus haut citées, je ne vaticinais pas : je tenais compte de cette constatation analytique incontestable que *les communistes représentent la conscience éclairée de la classe ouvrière, l'activité de son avant-garde, son esprit de sacrifice, tandis que les dissidents représentent ses illusions réformistes, ses préjugés démocratiques, sa passivité*. Il est clair pour un communiste que dans l'époque transitoire actuelle, ces illusions, ces préjugés, cette passivité constituent une force d'inertie considérable où les dissidents peuvent puiser plus facilement que les communistes.

Il arrive souvent que l'on reproche à « Moscou » de juger les choses du mouvement français de trop loin et de trop haut, en manquant du contact nécessaire, hors de l'atmosphère du milieu, etc. Encore une fois, il est démontré qu'une bonne boussole marxiste vaut mieux que l'empirisme de nos camarades qui n'étant ni trop loin, ni trop haut, ni privés du contact, ni hors de l'atmosphère, etc., *ne cessent de se tromper depuis des années chaque fois qu'ils sont en présence d'un problème à résoudre, et n'adoptent la solution juste quand les événements confirment de façon indiscutable la valeur de la réponse donnée par les vrais communistes*. Relisez les thèses de Trotsky sur le front unique en France (B. C., nos 13 et 14), notamment les paragraphes 21, 22, 23 et 24, et reconnaissez que lors de la discussion de février, à Moscou, sur la situation en France, c'est Cachin et Renoult qui avaient tort et Trotsky qui avait raison. Je ne puis résister au désir de citer quelques lignes :

« 24. — *Si l'on considérait l'organisation du Parti comme une armée active et la masse ouvrière non organisée comme ses réserves et si l'on admet que notre armée active est trois ou quatre fois plus forte que celle des dissidents, il se pourrait encore que dans certaines circonstances les réserves se répartissent entre nous et les social-réformistes dans une pro-*

portion bien moins avantageuse pour nous. »

Les discussions sur le front unique, en mettant en lumière des faits historiques indiscutables, ont apporté à ma thèse des vérifications de premier ordre. Il m'avait été reproché d'inviter les communistes à voter pour les dissidents, tout en considérant ceux-ci comme des futurs fusilleurs du prolétariat. Ceux qui parlaient ainsi ne voyaient pas que c'est là *non une contradiction dans mes paroles mais une antinomie dans les faits*. Les bolcheviks ont été effectivement mitraillés par Kerensky en juillet et ils ont défendu les armes à la main le pouvoir de Kerensky en septembre, contre Kornilov. Les spartakistes ont été effectivement mitraillés par la social-démocratie en janvier-mars 1919, et ils font avec celle-ci un front unique en 1922 contre la réaction. Ce sont des faits, et l'attitude des communistes russes et allemands n'est pas contradictoire, c'est la situation qui est antinomique. Talheimer a remarquablement éclairé ce problème dans sa maîtresse réponse à Duret à propos du gouvernement ouvrier (B. C., n° 27).

Le front unique, le bloc ouvrier, le désistement pour les dissidents ne sort pas suggérés par la sympathie des uns envers les autres, mais imposés par les exigences de la situation, par la nécessité de donner au mouvement des masses des buts accessibles. Et quand je dis que les dissidents mitrailleront le prolétariat, ce n'est pas parce que je crois les dissidents méchants et cruels et les communistes doux et bons : c'est parce que le développement révolutionnaire de la situation placera les dissidents, à l'heure décisive de la lutte de classes armée, dans la nécessité de passer dans le camp de la bourgeoisie qui défendra ses privilèges avec des mitrailleuses ou dans le camp du prolétariat qui défendra ses droits avec des mitrailleuses aussi. Kerensky n'était pas une brute sanguinaire mais au contraire un rhéteur pacifique et il a longtemps évité l'effusion du sang ouvrier ; mais sa position politique l'a conduit à commander l'offensive de juillet où des milliers d'ouvriers et de paysans russes ont été sacrifiés aux exigences de l'impérialisme, sur l'ordre des Clemenceau, des Pichon, des Churchill, et à réprimer par le fer et par le feu les démonstrations ouvrières de Petrograd en juillet. Il est vraisemblable que Paul-Boncour, tout sincèrement pacifique qu'il soit et désireux d'éviter l'emploi des moyens sanglants, sera de même conduit aux extrémités où s'est trouvé acculé Kerensky, par le développement logique de la situation. A moins qu'à l'heure décisive, il passe de notre côté, dans le camp de la Révolution, ce que feront certainement beaucoup de dissidents d'aujourd'hui. De même, un nombre énorme de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires russes sont passés dans le camp bolchevik quand le dilemme : révolution ou contre-révolution s'est imposé à eux.

Toutes ces questions, même si elles ont été mal posées à l'origine, ou mal éclairées, se clarifient dans une discussion franche et hon-

nête. Des communistes sincères ne peuvent pas être longtemps en désaccord quand ils recherchent le meilleur moyen de servir leurs idées. Les critiques les plus vives, les arguments les plus véhéments ne peuvent pas nuire à la controverse. Ce qui l'empoisonne, ce sont les ricanelements indécents, les sous-entendus venimeux, les plaisanteries dans le goût de l'*Atelier* et du *Peuple* que des brouillons égarés dans notre Parti y ont jetés.

* *

La question qui trouble le plus la masse de nos adhérents est celle de la distinction que nous les convions à faire entre les parti dissident (bourgeois honteux) et les partis bourgeois avoués. On dit couramment : dissidents et bourgeois se valent. J'ajouterai même : les dissidents sont les plus dangereux bourgeois parce qu'ils s'affublent du masque socialiste. Mais s'ensuit-il que dans l'appréciation de la situation politique, nous ne devions pas discerner la différence entre le rôle des dissidents et celui des autres partis bourgeois ? Ce serait de l'aveuglement. Là encore, les dirigeants du Parti sont bien coupables de n'avoir pas éclairé la question et d'avoir pratiqué ce que Treint a fort justement appelé une *politique négative d'antidissidence*, comme si l'action contre les dissidents était un programme.

Les dissidents continuent à arborer l'étiquette socialiste, qui n'a pas perdu toute valeur pour la classe ouvrière, et ils continuent à se faire les porte-paroles des revendications immédiates de celles-ci. Ainsi, ils retiennent dans leurs rangs et autour d'eux une masse d'adhérents et de sympathisants ouvriers que les communistes n'ont pas le droit de mépriser mais doivent conquérir. C'est ainsi que la question est posée par les faits.

Ces ouvriers suiveurs des dissidents s'en détacheront quand l'expérience, et non pas seulement la critique communiste, leur démontrera l'impuissance de leurs représentants réformistes mis au pied du mur par la situation historique. Les dissidents ont un rôle révolutionnaire à jouer malgré eux : discréditer le réformisme. Les préférer politiquement aux radicaux, dans une consultation électorale, ce n'est pas leur faire confiance, c'est hâter la démonstration de leur faillite et prouver aux ouvriers qui les suivent que nous ne craignons pas leurs tentatives réformatrices pour l'avenir de la révolution. Les repousser au même titre que les radicaux, c'est se mettre devant les ouvriers qui les suivent en posture de sectaires rageurs et impuissants.

Encore une fois, la sympathie ou l'estime n'ont rien à faire dans ces questions. Je comprends et partage, par exemple, la répugnance de nos camarades du Nord à l'égard des Deior et des Lebas. Mais supposons une situation politique en France où les éléments réactionnaires coalisés tenteraient un coup de force et l'instauration d'une dictature militaire : nos camarades du Nord, et d'ailleurs, hésiteraient-ils à former un front unique ouvrier avec les dissidents et la C. G. T. contre

la menace ou la tentative des Foch, des Daudet, des Lefèvre, des Binet-Valmer ? Je ne l'imagine pas un instant. De même, nos camarades allemands participent au front unique ouvrier avec les indépendants et les majoritaires contre Hellferich, Ludendorf et Stinnes.

Objectera-t-on que nous vivons une période calme et qu'il serait temps d'aviser quand une éventualité comme celle dont je parle se produirait ? Mais nous sommes dans une période de transition vers le conflit violent des forces de réaction contre les forces de révolution. La période calme est passagère et la période de combat est inévitable : celui qui ne croit pas cela ne croit pas à la révolution, et n'est pas communiste. S'imagine-t-on que la révolution puisse éclater tout à coup, sans que le prolétariat ait été provoqué au soulèvement armé par les violences de la réaction ?

Celui qui croit à l'inéluctabilité des excès de la réaction et de la riposte de la grande masse prolétarienne constituant son front unique de combat au moment critique doit se préparer, doit préparer son parti aux nécessités de cette situation. Remettre à la dernière minute l'improvisation d'une tactique ne convient pas à un Parti qui prétend guider le prolétariat au Parti communiste.

Le front unique, le bloc ouvrier ne sont pas des tactiques à appliquer mécaniquement par décision de l'Internationale. Chaque parti doit s'en assimiler les conceptions fondamentales et trouver dans son intelligence et ses capacités politiques les conditions d'application. Le parti qui ne parvient pas à prendre conscience de la valeur de la tactique décidée par l'Internationale s'est trompé en prenant l'étiquette communiste. Le parti qui croit que l'Internationale se trompe en lançant un mot d'ordre qu'il considère comme valable dans certains pays et nuisible dans le sien est étranger à l'esprit de l'Internationale ; cet esprit se dégage de la somme de connaissances et d'expériences accumulées par les études, les essais, la pratique de tous les partis ouvriers, et tout confirme sa supériorité sur l'esprit local ou national déterminé plus souvent par les petites difficultés du présent que par les grandes perspectives d'avenir.

Mais nous voici en pleine discussion du front unique, — tant il est vrai qu'il est impossible d'échapper à l'obsession de cette question vitale pour le mouvement révolutionnaire. Il faut s'arrêter court, puisque l'article est déjà long et me vaudra une fois de plus de ce fait les ricanelements de ces théoriciens de génie qui traitent en trente lignes les problèmes les plus ardues et trouvent le moyen d'y insérer trente sophismes, trente contre-vérités sans compter les vilaines insinuations.

A Moscou, en février, Daniel Renoult déclara « que l'attitude prise par Souvarine sur cette question (la tactique électorale) a nui grandement à sa popularité (sic) ».

C'est possible, mais cela n'est pas intéressant. L'attitude d'un communiste n'est pas déterminée par la recherche d'une « popularité » mais par le souci de servir le Parti. Peu lui

importe d'être diffamé et de nuire à sa « popularité » en faisant son devoir. Son seul regret est de voir son parti se discréditer et s'affaiblir par une politique détestable. Quant à la haine des démagogues, elle l'honore.

Faut-il rappeler le souvenir d'une organisation qui a acquis des titres à l'estime du prolétariat français parce qu'elle n'a pas craint l'impopularité, parce qu'elle a lutté contre le courant qui entraînait le Parti, à la trahison et à la honte : le Comité de la 3^e Internationale ? Ce Comité a combattu l'opinion généralement admise, a lutté contre le courant de défense nationale, contre le courant d'unité menteuse, contre le courant démocratique. Ses militants ont été bien outragés, bien impopulaires avant de faire prévaloir l'idée communiste pour le refus de tout crédit de guerre, pour la scission nécessaire, pour la dictature prolétarienne. Mais l'idée communiste a finalement prévalu.

Maintenant encore, me voici parmi ceux qui luttent contre un mauvais courant de démagogie néfaste au Parti. La position m'est familière et je ne la changerais pas pour celle de Renoult. L'idée communiste finalement prévaudra. Et le Parti reconnaîtra les siens.

Boris SOUVARINE.

ERRATA

Dans l'article de tête du *Bulletin* du 22 juin (n° 26), il faut, parmi d'innombrables coquilles, en rectifier quelques-unes par trop déformatrices.

Dans le titre, il fallait lire : *De quelques as-*

pects de l'opportunisme, et non pas : De quelques aperçus, etc...

Page 494, 1^{er} alinéa, l'auteur avait écrit : Le Comité, convaincu de la sincérité de ceux qui s'étaient ralliés avec éclat à ses conceptions générales et de la possibilité d'un accord ultérieur plus profond, plus étroit, grâce à la collaboration et à l'action commune, leur fit quelques concessions d'importance secondaire et scella ainsi l'alliance des deux tendances *contre la droite*. Le pacte d'alliance fut la résolution de Tours. Elle comportait l'approbation de l'ensemble des 21 conditions, etc... Et non pas : scella ainsi l'alliance des deux tendances contre l'approbation de l'ensemble, etc...

Même page, 2^e colonne, 4^e alinéa : Quelle opposition *rencontra-t-elle*, et non pas : rencontrera-t-elle.

Page 496, 1^{re} colonne, 4^e alinéa : une fois de plus, extrêmes-droites et extrêmes-gauches (au pluriel) font la même besogne et non pas : extrêmes-droits.

Même page, 2^e colonne, 1^{er} alinéa : pour être entendu de mon Parti, et non pas : de Mon Parti. (Le typo qui a imaginé cette majuscule est-il un blagueur ou un extrême-gauchiste ?)

Même page, même colonne, 3^e alinéa, il fallait lire : notre droite et notre extrême-gauche n'ont eu qu'un seul cri, et non pas notre droit. Trois lignes plus bas, lire : La droite a dit oui, l'extrême-gauche a dit non, chacune ayant des raisons, etc... et non pas : chacun ayant des raisons.

Page 497, 2^e colonne, 3^e alinéa, lire : on n'est pas des moujiks, et non : on n'est pas moujiks.

Quant aux fautes d'orthographe, elles sont trop.

Le Syndicalisme Révolutionnaire au Congrès de Saint-Etienne

Il y a deux ans, alors que la minorité de l'ancienne C. G. T. s'organisait en vue du Congrès d'Orléans, tous les syndiqués révolutionnaires — communistes, syndicalistes ou libertaires — semblaient d'accord pour admettre que le syndicalisme devait reviser ses méthodes à la lumière des leçons de la guerre et de la Révolution russe.

Mayoux, Cadeau, Barthe, Chaverot, d'accord avec Bouët, Marie, Guillot et Godonnèche, votaient alors la mémorable résolution de la minorité où il était dit :

Loin de violer la charte d'Amiens en adhérant à l'Internationale syndicale de Moscou, le Congrès déclare que c'est le plus clair devoir de la C.G.T. Elle se doit aujourd'hui d'aller à Moscou, comme elle aurait dû, en 1915 aller à Zimmerwald. Il n'existe qu'une Internationale de la Révolution : la Troisième, celle de Moscou. La C.G.T., redevenue fidèle à l'esprit révolutionnaire, se doit d'y adhérer et se déclare prête à collaborer avec l'organisme politique qui agira révolutionnairement, en fait et non en paroles, gardant malgré cela au point de vue économique sa complète autonomie.

Mais le jour même de l'ouverture du Congrès d'Orléans (octobre 1920), Verdier déclarait que la motion de la minorité était « *un ordre du jour de réunion publique sans aucune valeur pour l'avenir et l'adhésion à la Troisième Internationale un acte grossier, dépouillé de toute psychologie ouvrière* ». (*Humanité* du 27 septembre 1920.)

En conséquence, il déposait une motion qui, paraît-il, interprétait fidèlement la charte d'Amiens et il réussit à pratiquer une brèche dans le bloc de la minorité.

Vint ensuite l'offensive anarchiste contre la dictature du prolétariat et le gouvernement bolchévique. Dès lors, la confusion, installé au sein de la minorité, allait croître de jour en jour ; elle devait persister dans la C. G. T. U., fondée en décembre 1921, et atteindre un incroyable degré de gravité à la veille du Congrès de Saint-Etienne.

Quelle a été l'œuvre de ce Congrès ? Pourquoi a-t-il modifié l'orientation syndicale en écartant de la direction les hommes de l'ancien bureau et de l'ancienne Commission Administrative ? Quelles

perspectives d'avenir entrevoit-on aujourd'hui, huit jours après la clôture des assises confédérales ? C'est ce que nous allons examiner rapidement.

Les querelles byzantines

« Vous placez l'idéologie au-dessus de l'action et de l'unité prolétariennes », disait Sémard aux anarchistes et aux syndicalistes anticommunistes ; on n'a jamais mieux défini les méfaits de la métaphysique « besnardienne » et « verdieriste ».

Déjà au temps où la minorité s'organisait dans les C. S. R. Besnard s'attachait à poser le problème de la manière la plus propre à diviser les révolutionnaires :

« Pourrait-on pas, écrivait-il en novembre dans *l'Humanité*, confronter les deux principes qui se dressent irréductiblement depuis toujours, l'un en face de l'autre, le Fédéralisme et le Centralisme. Essayons encore de déterminer la valeur des diverses forces constructives révolutionnaires. Y aurait-il une force principale et des forces secondaires ? Quelles seront ces forces ? Sera-t-il possible que le syndicalisme soit la synthèse de ces forces constructives ? Le politique disparaîtra-t-il devant l'économique ? Se confondra-t-il avec lui ? Le problème est là.

Pour avoir répondu à Besnard qu'il s'agissait d'abord d'opposer le bloc prolétarien au bloc des bourgeois — que les questions de préséance n'embarrassent guère — et que, d'accord sur les problèmes concrets, nous ne devons pas nous diviser en des chicanes byzantines, le signataire de ces lignes avait, paraît-il, attenté gravement à l'autonomie syndicale.

Après la scission, les chicanes continuèrent de plus belle autour des formules creuses. Besnard et Verdier découvrirent le *citoyen*, « entité fugitive, instable et artificielle » (textuel), et Colomer inventa la *syndicalisation individualisée*. Pendant ce temps, le patronat serrait la vis un peu plus fort.

Sémard a rappelé comment ceux que l'on suspecte de sympathie pour le communisme et qui répugnaient à ouvrir dans l'ancienne Commission Administrative des questions de tendance, se voyaient à tout instant mis en demeure par Besnard, de se situer d'abord, c'est-à-dire de se placer dans une tendance nettement définie.

Ainsi, concluait Sémard, nous nous chamaillons pour savoir si c'est le syndicalisme au-dessus de tout, ou le communisme au-dessus de tout qui réalisera la révolution.

Au lieu de voir le prolétariat comme il est, les dangers qu'il court sur toutes les questions matérielles et sociales, on fait dans un long préambule de la philosophie, comme on en fait dans la résolution Besnard. On philosophe donc sur la révolution et on divise le prolétariat en trois ou quatre tronçons pour la réaliser.

La motion Besnard

Les anarcho-syndicalistes sont profondément convaincus que le mouvement syndical français est supérieur à tous les autres mouvements ouvriers du monde. Ils sont sûrs aussi de faire eux-mêmes la révolution sans avoir besoin des exemples ni des conseils de personne. C'est cette conviction indéracinable, qu'exprime la motion Besnard, qui recueillit 391 voix contre 779 à la motion Monmousseau.

Le Congrès, dit la motion, en même temps qu'il refuse à rééquilibrer le régime capitaliste arrivé au terme de son évolution historique, déclare qu'une période révolutionnaire est virtuellement ouverte, période dont le terme final enregistrera l'effondrement de l'ordre social actuel.

Le Congrès proclame que cette révolution sera économique ou ne sera pas prolétarienne.

Il estime que, jusqu'ici, tous les soubresauts révolutionnaires des peuples, utilisés par les Partis, n'ont eu que des effets politiques, sans qu'il en soit résulté un changement notable dans l'ordre économique et social.

Ainsi l'immense et douloureux effort du prolétariat russe depuis cinq ans, seul contre tous les impérialismes déchainés, abandonné, ou presque, par les autres prolétariats, fondé, au milieu des mille souffrances de la guerre, de la misère et de la famine, le vaste édifice du communisme, n'est aux yeux des « authentiques » syndicalistes qu'un *soubresaut* ! Soubresaut, sans doute aussi, les batailles du prolétariat allemand ! Soubresaut, la révolution hongroise, étranglée par Clemenceau au lendemain de la trahison de nos seigneurs confédéraux !

Aussi, traduisant sa pensée entière, donnant au mouvement ouvrier économique toute sa valeur, le Congrès n'hésite pas à affirmer que le syndicalisme représente à l'heure actuelle la principale force œuvrant sur le plan des événements prévus et qu'en conséquence, à lui seul incombera — après une révolution ayant fait affluer dans son sein toutes les autres forces sociales, dont il sera à la fois la synthèse et l'expression — le grand devoir de prendre en mains par tous ses organes ainsi développés, la production, la direction et l'administration de la vie publique et sociale.

Comme moyen d'action, la motion préconise : la *grève générale*. Mais comment les syndicalistes entendent-ils ensuite sauvegarder les conquêtes d'une grève générale expropriatrice, puisqu'ils repoussent la dictature prolétarienne et l'Etat ouvrier ?

Il faut, déclare Cadeau, sauver le mouvement ouvrier de la tutelle de l'Etat prolétarien : tutelle aussi néfaste et dangereuse que celle de l'Etat bourgeois.

Et il ajoute :

Nous ne savons pas exactement comment nous nous organiserons pour abattre la contre-révolution, mais nous savons que ce ne sera pas par le moyen d'un pouvoir d'Etat.

La motion, guère plus explicite que Cadeau, nous dit seulement :

Le Congrès déclare que, confiant dans la valeur de ce moyen de lutte suprême, le Prolétariat saura non seulement prendre possession de toutes les forces de production mais encore sera capable de les exploiter dans l'intérêt de la collectivité affranchie et de les défendre contre toutes les entreprises contre-révolutionnaires.

L'Action internationale

Le Congrès ne trouva point à son goût ces prétentions rébarbatives ; il jugea non moins sévèrement l'action internationale, de l'ancienne direction.

Le Comité confédéral du 5 mars, avait, par une résolution :

Manifesté son entière solidarité avec ceux qui, dans tous les pays, sont persécutés et emprisonnés par les Gouvernements QUELS QU'ILS SOIENT, pour leurs idées, leurs principes, en faveur de la défense ou de la réalisation de la Révolution nettement prolétarienne.

Appelée, par suite de vives protestations, à préciser le sens de la motion votée, la Commission Administrative adoptait ensuite (par 6 voix, contre 5 et 4 voix à deux autres motions) le texte ci-dessous :

En plein accord avec les termes de la motion votée par le C.C.N. des 5 et 6 mars, la C.A. de la C.G.T.U. tient à déclarer qu'elle n'entend pas prendre position dans les conflits qui peuvent dresser les uns contre les autres les partis qui, dans chaque pays, se disputent la suprématie et l'exercice du Pouvoir.

ANTI-ETATIQUE PAR ESSENCE ET PAR DEFINITION, rigoureusement adverse de toute forme de gouvernement, QUELLE QU'ELLE SOIT, le Syndicalisme Révolutionnaire français tient essentiellement à rester en dehors des luttes engagées par les partis partisans du Pouvoir d'Etat exercé tour à tour par les uns et les autres, Pouvoir qui ne peut reposer que sur la violence et l'arbitraire.

Ainsi la Commission Administrative, malgré ses explications, put être accusée d'avoir confondu dans une même réprobation le Gouvernement bolchévique et les gouvernements assassins d'Espagne, de Hongrie et de Yougo-Slavie. Cette subtile distinction entre la Révolution russe et les hommes qui en ont la charge et la responsabilité devant le prolétariat mondial, reçut l'approbation des gens de la rue Lafayette, et le *Peuple* du 24 mars écrivait : « Cette déclaration si nette — soit dit en passant à ceux qui nous ont quittés — fut dès le premier jour celle de la C. G. T. »

Mais la classe ouvrière organisée a voulu manifester sa fidélité affectueuse à la grande Révolution russe et cette affirmation de sympathie domina tout le débat relatif à l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge.

Les conditions posées dans la motion Besnard pour l'adhésion à une Internationale, ne signifient pas autre chose que la négation de toute action internationale :

Estimant que la place d'un mouvement syndical basé sur la lutte de classes ne peut être que dans une Internationale qui acceptera les principes suivants :

I. — NATIONALEMENT.

Autonomie complète, indépendance absolue, dans l'administration, dans la propagande, la préparation de l'action, dans l'étude des moyens d'organisation et de lutte future, enfin dans l'action elle-même ;

II. — INTERNATIONALEMENT.

Autonomie et indépendance complètes de la même façon que sur le plan national.

En conséquence, l'Internationale syndicale ne peut être liée en aucune façon avec une organisation internationale politique. Le Congrès repousse donc tout échange de délégués et toute interpénétration.

Il est tout disposé à donner l'adhésion de la C.G.T.U. à une Internationale qui dans son congrès fera siens les principes ci-dessus énoncés.

Les anarchistes avouent qu'ils veulent pousser le syndicalisme « sous le soleil réconfortant de l'anarchie ». Les syndicalistes dits « purs », pour échapper au soi-disant danger communiste, courent au-devant du danger anarchiste, et, envoyés à la conférence anarchisante de Berlin à titre consultatif, ils votent ou approuvent l'exclusion de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne, de l'Union des marins allemands et de la fraction Vecchi (de l'Union syndicale italienne), prenant ainsi de lourdes responsabilités dans la scission internationale préparée par les anarchistes.

La résolution Monmousseau, qui recueillit 741 voix, contre 406 à la motion Besnard, comporte l'adhésion à l'I. S. R., à condition que l'autonomie nationale du syndicalisme français soit respectée ; elle prévoit, en outre, une nouvelle consultation des syndicats au cas où la liaison entre les deux Exécutifs serait maintenue par le deuxième Congrès de l'I. S. R.

Autour de la Charte d'Amiens

La fameuse Charte d'Amiens a fait encore les frais de la discussion. Nul ne songe à piétiner cette résolution fameuse où le mouvement ouvrier français exprima la conscience de sa maturité. Mais

alors que les uns soutiennent avec raison que la charte d'Amiens constitue un ensemble de directions essentielles susceptibles de redressement et d'adaptation, d'autres veulent en faire un texte intangible, qui survit, intact, à la ruine des doctrines et des croyances. Il faut en prendre son parti, les ouvriers français sont plus traditionalistes et plus nationalistes qu'ils ne le veulent paraître et la charte d'Amiens reste pour certains d'entre eux, comme le Saint-Graal du Moyen Age, un monument sacré, un centre d'imagination mystiques, un prétexte à controverses infinies. Ce retour offensif d'un syndicalisme à tendance autonomiste renforcée ne doit pas nous surprendre. Dans toutes les branches de l'activité intellectuelle on a vu toujours renaître sous des aspects nouveaux, ou même identiques, les querelles philosophiques ou scientifiques du passé.

L'expérience humaine est pauvre et lourde la répugnance à l'effort libérateur. L'amour des solutions faciles peut parfois nous induire à invoquer l'identité des problèmes pour faire revivre les formules que l'on croyait mourantes. Il faudrait pourtant savoir ce qu'ont donné autrefois les solutions qu'on nous présente comme salutaires. Leur réapparition pourrait signifier qu'elles répondent à des nécessités impérieuses et profondes. Certains, dans le Parti communiste, l'ont cru et ont alors conclu logiquement qu'il fallait revenir à l'ancienne tactique d'effacement et d'abdication devant le mouvement syndical.

Mais ne s'agit-il pas plutôt de quelques propagandistes isolés qui, fidèles aux leçons de leurs maîtres — de nos maîtres — les transcrivent aujourd'hui à l'usage d'une génération nouvelle, oubliant seulement d'en faire la transposition sur un autre plan et de tenir compte de conditions que ces maîtres n'ont pas connues. Ainsi fait Verdier, quand il répète les leçons apprises d'Hubert Lagardette. Ainsi font également certains communistes quand ils reprennent les affirmations tranchantes de Guesde sur l'impuissance révolutionnaire des syndicats.

Rien n'est plus difficile comme de s'évader du cercle des idées admises et l'on comprend que, dans le désarroi doctrinal d'aujourd'hui, image de l'incertitude et du désordre économique et social, les enseignements clairs et précis tirés d'un texte simple comme la charte d'Amiens reprennent toute leur force d'attraction.

Le « Pacte »

Si les conceptions théoriques exposées dans la motion Besnard entravaient l'unité d'action du prolétariat, le projet de statuts présenté par la Commission Administrative menaçait jusqu'au caractère de classe même du syndicalisme. L'article premier de ce projet inscrivait au programme fondamental du syndicalisme la *disparition de l'Etat*. Ainsi, pour entrer au syndicat, il ne suffirait plus d'être un salarié, il faudrait, en outre, adhérer à un article essentiel d'un programme politique, et cette condition, mise comme un verrou à la porte du syndicat, transformerait celui-ci en parti politique. De telles erreurs, doctrinales ou tactiques, ne pouvaient obtenir l'agrément des vrais syndicalistes.

Enfin, la publicité donnée au « Pacte » acheva de convaincre les syndiqués qu'il s'agissait moins d'une lutte d'idées que de rivalités personnelles.

Le « Pacte ! » On en chuchotait depuis six ou huit mois. Quelques initiés parlaient d'une petite maçonnerie, menant dans les C. S. R., puis à la C. G. T. U., une action secrète échappant à son

trôle des syndiqués. Beaucoup refusaient d'y croire. Puis on apprit les noms qui figuraient au bas de cette convention singulière et les circonstances dans lesquelles elle fut conclue. Un des signataires, se disant le « père du pacte », révéla qu'un des buts immédiats était de combattre Monatte et de lui ravir un crédit et une influence qu'on craignait de lui voir mettre un jour pleinement au service de P. S. R. Quand le Pacte fut devenu le secret de Polichinelle, les pactisants prirent eux-mêmes l'initiative d'en publier le texte mirifique que voici :

En acceptant ce pacte, les membres du C.S.R. sous-signés, prenons l'engagement d'observer à la lettre l'esprit de ce qui suit :

1° Ne révéler à personne l'existence de notre Comité ;
2° Être présents à toutes les réunions du Comité, à moins de cas imprévus et sérieux. Fournir des explications justifiées aux camarades ;

3° Pratiquer entre nous une solidarité effective, matérielle et morale sans limite. Se défendre mutuellement contre toute attaque et répondre l'un de l'autre comme de soi-même. Se prêter aide et protection réciproque en se déclarant solidaires les uns des autres ;

4° S'astreindre à une discipline très sévère en vue de coordonner tous nos efforts dans la même direction ;

5° Notre seule direction et notre constante préoccupation doit être de faire éclore la Révolution, pour cette cause nous nous engageons à être prêts à donner nos biens et notre vie ;

6° Représentant individuellement et collectivement le syndicalisme révolutionnaire, nous nous engageons en notre âme et conscience à défendre le fédéralisme et l'autonomie du mouvement syndicaliste ;

7° Nous nous engageons à œuvrer par tous les moyens en notre pouvoir pour qu'à la tête et dans tous les rouages essentiels du C.S.R., principalement à la tête de la C.G.T. quand elle sera en notre pouvoir ou sous notre contrôle, nous assurions l'élection, aux postes les plus en vue et responsables tant au point de vue des conceptions théoriques qu'à celui de l'action pratique, des camarades purement syndicalistes révolutionnaires, autonomistes et fédéralistes ;

8° Nous nous engageons à ne poursuivre la lutte quotidienne et générale que sur le terrain du syndicalisme révolutionnaire, à ne nous inspirer que de ses conceptions propres et à ne subir aucune influence extérieure ;

9° Producteurs, notre action et notre espoir se placent dans la vie économique et dans un changement économique de la Société. Le syndicat étant la base de la société future, le syndicalisme doit être son couronnement ;

10° Toute critique qui pourrait surgir des personnes ou des idées du Comité doit être formulée au sein du Comité et rien n'en doit être transpirer ;

11° Pour l'admission des nouveaux membres, les candidats doivent être présentés par un de nous, sans qu'il s'en doute, et en cas d'admission en principe, les candidats doivent être préparés et travaillés d'avance avant la rentrée, afin d'obtenir leur consentement pour le pacte et pour toutes ses conséquences et ensuite être amenés au Comité.

VERDIER, BESNARD, MARIE, BISCHÉ, M. KNELLER, CHURIN, MACHEBOEUF, SCHEIBER, FOTHION, JOUVE, FERRAND, DA GUERRE, MAISON, GAUDEAUX, SIROLLE, VALLET, TOTTI, FOURCADE.

Un pareil document se commente de lui-même. Il suffit de le lire pour comprendre la genèse des difficultés qui ont si gravement compromis la cohésion de la minorité révolutionnaire, puis de la C. G. T. U.

Le Syndicalisme en danger

Considérations rétrospectives, dira-t-on ? Point du tout. Car on peut craindre de voir la lutte des tendances rebondir et de nouveaux chocs se produire entre les vainqueurs de Saint-Etienne et les pactisants déconfits.

« Le syndicalisme est mort ! » s'écria Besnard en apprenant sa défaite, et Cadéau, au nom de la nouvelle majorité, déclara que la victoire de Monmousseau signifiait la victoire de la politique s'implantant au sein de l'organisme prolétarien pour le désagréger. L'anarchiste Veber, dans le *Journal du Peuple* du 1^{er} juillet, déclare « le syndicalisme en danger » comme au temps où ses chefs le traînaient dans les hontes et les abdications de la guerre, et il fait appel aux « purs » pour que renaisse le Comité de Défense syndicaliste.

Enfin, trois membres de la Commission Exécutive de l'Union des Syndicats de la Seine : Chaverot, Faigue et Vallet, viennent de donner leur démission en invoquant les décisions du Congrès de Saint-Etienne. C'est dire qu'on se propose de rendre la vie dure au nouveau bureau confédéral, composé de Monmousseau, Marie, Guillot, Cazals et Richetta. On nous dit aussi que la motion Besnard est le bastion solide autour duquel va s'organiser la contre-offensive. Nous, communistes, qui voulons uniquement, quoi qu'on en dise, servir le mouvement syndical et non le mettre en tutelle, nous ne pourrions que regretter ces discordes, nées de discussions stériles et creuses sur des problèmes (?) de métaphysique ouvrière.

Les docteurs du Moyen Age se chamaillèrent sur le point de savoir si la chimère bourdonnant dans le vide peut dévorer les intentions secondes. Ce sont là jeux innocents pour des gens qui n'ont que leur âme à sauver. Mais quand on appelle les syndicats à déterminer par un vote de majorité si le citoyen est bien une calembredaine « fuyante, instable et artificielle », ou à rendre un oracle sur les mérites respectifs du centralisme, du fédéralisme et de la syndicalisation individualisée, on risque tout simplement de faire le vide dans les organisations et de réaliser l'unité dans la mort.

« Plutôt que de nous diviser en d'ahurissantes querelles scolastiques, apprenons à connaître le capitalisme que nous nous proposons de vaincre. Avant de désigner qui exercera la dictature prolétarienne dans la 36^e lune qui suivra le jour de la Révolution, groupons-nous pour sauver nos loisirs menacés et notre pain quotidien. Et n'oublions pas qu'en défendant la Révolution russe, telle qu'elle est, avec ses erreurs et ses défaillances, c'est le plus clair de notre bien que nous défendons ».

Tel est le langage simple et ferme qu'ont tenu à Saint-Etienne les hommes à qui les syndiqués ont donné leur confiance. Ces militants chargés des destinées de la C.G.T.U. ne sont ni des hommes à formules, ni des utopistes du mouvement syndical, mais bien des organisateurs et des hommes d'action. On ne pourra jamais leur reprocher de déchirer le mouvement syndical au nom d'un ne sait quelle construction doctrinale et arbitraire qui s'érige en absolu au-dessus de la vie. Leur force et leur dévouement se traduiront dans l'action, et dans l'action le concours d'aucun vrai révolutionnaire ne leur fera défaut.

C'est l'action qui montrera le néant des accusations lancées par le Comité de Défense syndicaliste et qui remettra à leur vraie place les hommes et leurs motions. C'est dans l'action que les syndiqués verront combien il est vain de se battre pour des mots arbitraires et que ce qui les sépare n'est rien auprès de ce qui les unit.

Entré dans le mouvement révolutionnaire mondial, le syndicalisme français va retourner à l'action pratique, aux luttes quotidiennes et à la besogne féconde d'éducation, d'organisation et d'entraînement des larges masses ouvrières.

A. KER.

LE PROCÈS DES S. R.

Candeur de malins

Déjà à Berlin, les défenseurs étrangers des S. R. avaient émis la prétention que la *Pravda* cessât la campagne, « la chasse à courre » engagée contre eux. C'est que, voyez-vous, ils viennent à Moscou seulement comme avocats, et l'examen en toute justice de l'affaire demande une atmosphère de calme. Or, une telle atmosphère ne saurait exister du moment que la *Pravda* est chaque jour moins favorable aux défenseurs.

Il faut dire que lorsque nous connûmes cette prétention, elle nous fit l'impression d'une plaisanterie déplacée. Le fait que la 2^e Internationale et son écuycère l'Internationale 2 1/2, s'étaient levées pour la défense des S. R., ne nous parut pas du tout inattendu : l'unité d'intérêts politiques détermine naturellement la solidarité dans l'action. Le fait que Vandervelde s'était personnellement offert pour défendre les S. R., n'avait non plus, du point de vue politique, rien d'énigmatique : Vanderveide avait trop étroitement lié son sort à la lutte contre le communisme, la Révolution prolétarienne, la Russie soviétique ; sa défense des S. R. n'est qu'une partie intégrante de tout son travail politique. Mais sur quelle base, de quel droit, avec quelle apparence, extérieure tout au moins, de bon sens Vanderveide et Cie se sont-ils décidés à demander au gouvernement soviétique, au Parti Communiste et, en particulier, à la rédaction de la *Pravda* que nos publications s'abstiennent de caractériser défavorablement M. Vanderveide et les autres ? Cette exigence étonna surtout, et avant tout, par son caractère par trop... inintelligent. Or, M. Vanderveide n'est rien moins qu'un novice en politique. Mais alors, qu'y a-t-il au fond de tout cela ? La question vaut qu'on s'y arrête. Peut-être nous apprendra-t-elle quelque chose à nous-mêmes et éclairera-t-elle, en outre, d'autres questions pour les ouvriers de l'Europe occidentale et plus particulièrement les ouvriers belges.

Défense purement juridique, non politique

Comme nous l'avons déjà entendu, et comme nous l'entendons encore maintenant, Vanderveide prétend qu'il est avocat, que c'est comme tel qu'il se propose de défendre des accusés et non comme politicien de défendre un Parti.

Un sentiment aussi humanitaire est certes très louable et même rassurant à notre époque si peu humanitaire. Cependant, certaines circonstances restent peu claires. Pourquoi, en vérité, Vanderveide s'intéresse-t-il au procès criminel de MM. Gotz, Douskoï, etc., s'il n'y poursuit aucun but politique ? Quels motifs l'ont déterminé à entreprendre son assez long voyage ? Enfin, puisque M. Vanderveide est déjà à Moscou, le commissaire à la Justice pourrait, probablement, proposer à son attention une série d'autres affaires criminelles, par exemple, une affaire de pots-de-vin, ou de pilliers du Trésor, ou de bandits, ou d'espions étrangers (sans nuance S. R. ou menchevique), etc., etc... Pourquoi donc Vanderveide a-t-il arrêté son attention, non politique, sur le procès des S. R. ?

Nous ne pouvons pas oublier non plus que ce

choix de Vanderveide est en rapport avec la Conférence des trois Internationales à Berlin et basé sur la convention formelle de ces trois Internationales (convention déjà violée, il est vrai, par les Internationales de Vanderveide et de Rosenfeld).

Comme conditions à la convocation du Congrès ouvrier international, Vanderveide et ses partisans exigèrent la cessation des répressions du gouvernement soviétique à l'égard des Partis « socialistes » et la restitution de la Géorgie aux mencheviks. On ne saurait nier que ces exigences portent un caractère purement politique. Le procès des S. R., déjà annoncé, à ce moment-là, était proclamé par M. Vanderveide et ses partisans un acte de vengeance d'un parti politique sur un autre. « Si cette Conférence (internationale) se réunit, y admettez-vous ceux qui sont actuellement en prison, ceux que menace la peine de mort, ceux qui après avoir connu les bagnes tsaristes souffrent encore maintenant dans les prisons de forçats sous le régime de la 3^e Internationale ? »

Ainsi déclamaient à Berlin M. Vanderveide, avocat non politique des S. R. Les dépositions de Sémiouov et de Konopléva étaient proclamées par les mêmes personnes, partis et organisation — trahison et reniement.

C'est de là que vient l'exigence de fournir aux représentants des Internationales hostiles au communisme, la possibilité de prendre part, en qualité de défenseurs, au procès du Parti S. R. ; les accusés devaient de plus être assurés à l'avance de ne pas être fusillés. Il n'est plus permis dès lors de dire que l'exigence qui nous fut présentée préalablement de ne pas laisser fusiller les S. R. et le consentement conditionnel du gouvernement soviétique eurent un caractère « purement juridique ». Au contraire, il ne fut même pas fait allusion à la justice.

L'accord avait un caractère purement politique. La tentative de réduire maintenant toute l'affaire aux fonctions juridiques des avocats, au lieu de lui laisser le caractère d'une manifestation politique des chefs des Internationales 2 et 2 1/2, révèle toute son inconsistance : il suffit de juxtaposer cette tentative à la courbe et toute fraîche histoire de la question de la participation de Vanderveide et Cie au procès des S. R.

Non, Messieurs, la question est plus vaste et plus profonde

L'affaire, voyez-vous, n'est pas limitée aux cadres du procès actuel. Nous savons ce qui l'a précédé, ce qui l'accompagne, et il est facile de prévoir ce qui le suivra. Vanderveide a combattu la Révolution russe avant même qu'elle éclatât : il avait invité les socialistes russes à soutenir le gouvernement de la guerre. Vanderveide soutint ensuite le gouvernement Kérénsky contre les bolcheviks. Vanderveide mena contre nous une lutte irréductible, comme ministre de la paix de Versailles et agent du blocus autour de la République russe des ouvriers et des paysans.

Vanderveide souligna tous nos ennemis. Vanderveide ne laissa échapper aucune occasion de nuire

à la première République du Travail du monde, de la dénigrer, de diminuer son autorité, de susciter contre elle des sentiments hostiles. Le journal de Vandervelde, *Le Peuple*, que nous ne saurions appeler ni le mieux informé ni le plus talentueux, est cependant l'un des journaux qui nous sont le plus hostiles. Son hostilité jointe à son étroitesse provinciale stupide, lui permettent de reproduire sans scrupule dans tous ses numéros les innombrables et sottises calomnies contre la Russie soviétique. Aux réunions, conférences et congrès de son Parti, Vandervelde et ses partisans ont agi et agissent exactement de même. Nous avons pu nous en convaincre une fois de plus, en fait, à la Conférence de Berlin. Est-ce que, par hasard, en parlant pour Moscou, M. Vandervelde a prescrit à son journal *Le Peuple* de cesser la lutte contre les bolcheviks ? Ou peut-être, a-t-il proposé à son Parti d'adopter une attitude « neutre », « impartiale » à l'égard du procès des S. R., pour ne pas entraver l'exercice de ses fonctions sacro-saintes de messager « non politique » de justice ?

Ou peut-être encore ce mot d'ordre fut-il donné à toute la presse des Internationales 2 et 2 1/2 ? On ne le voit guère. Au contraire, une nouvelle vague de mensonges malveillants roule à travers la presse bourgeoise et coalitionniste. En particulier, des télégrammes et des radios arrivent de tous les côtés annonçant que la Géorgie est en proie à un soulèvement menchevik. En réalité, une tranquillité complète règne en Géorgie. Il n'y a pas trace de soulèvement dans le moindre coin du pays. Mais nous savons par d'innombrables exemples fournis au cours de ces cinq années que la propagation de ces sortes de bruits précède invariablement la préparation à l'étranger d'actions contre-révolutionnaires.

Avant que les états-majors impérialistes aient lancé leurs agents, armés de tous les moyens techniques nécessaires, sur les côtes de la mer Noire, ou dans nos gouvernements de l'Ouest, ou en Carélie, ils chargèrent la presse impérialiste d'annoncer à cors et à cris pendant quelques semaines des commencements de soulèvement. Ce vacarme constituait immuablement la couverture politique de l'attentat impérialiste qui se préparait. La presse « socialiste » ne manquait jamais de s'emparer de tous ces bruits, et n'était ainsi que le résonateur de la presse bourgeoise tourné vers les masses ouvrières. Il va sans dire que la presse soi-disant « socialiste » ne reproduisait presque jamais nos démentis persistants et strictement basés sur des faits. *Havas*, *Reuter* méritaient et méritent toujours à ses yeux bien plus de confiance que l'agence télégraphique de la Russie soviétique. Nous y sommes habitués. Nous savons que cette répartition de confiance et de méfiance n'est pas le fait du hasard, mais est dictée par des intérêts sociaux.

Les chefs de la 2^e Internationale sont incomparablement plus près des classes desservies par *Havas* et *Reuter* que des ouvriers et des paysans russes. Macdonald, Crispin et autres continuent maintenant encore à manifester leurs inquiétudes au sujet de soulèvements inexistantes en Géorgie, créant ainsi, pour la cent et unième fois, des difficultés artificielles, basées sur des fictions et des mensonges, sur la voie de la République soviétique, et préparant des difficultés encore plus grandes, sous forme de soulèvements véritables fomentés à nos confins par les navires de guerre de l'Entente (1)

(1) Vous verrez — nous menaçait Vandervelde, à Berlin — comment se soulèveront les représentants socialistes de tous les confins de la Russie, les représentants

Est-ce que toute cette activité a cessé ou, du moins, a été suspendue pendant la durée du procès des S. R. ? Où Vandervelde considère-t-il que seuls les articles de la *Pravda* entravent l'activité de la justice belge importée chez nous, avec ses manières irréprochables et avec sa réputation presque aussi irréprochable que celle de Cléo de Mérode qui, comme on le sait, fut aussi à la disposition de son roi ? Nous ne saurions être d'accord là-dessus. Nous pensons à la conduite de centaines et de milliers de publications européennes qui, chaque matin, inondent la population sous des flots de mensonges et de calomnies contre nous pour, au soir, en réunir de nouvelles réserves et de nouveau les traduire dans la langue de leurs éditeurs, télégrammes, radios, correspondances, prose et vers...

Demain, à toute cela, s'ajouteront encore les comptes rendus judiciaires de Moscou du procès des S. R. Dès à présent, dans chaque numéro du *Goloss Rossii*, l'organe berlinois de Tchernov, on peut trouver plus de mensonges que dans tous les journaux écrits de son directeur. Ainsi, particulièrement, la renonciation volontaire au voyage en Russie des trois socialistes révolutionnaires russes, renonciation déterminée par la décision inattendue de Vandervelde de donner à sa mission un caractère juridique et non politique, est exposée dans le *Goloss Rossii* et accompagnée de mensonges et de calomnies que nous n'énumérerons pas ici, mais qui sont parfaitement accessibles à M. Vandervelde à la disposition duquel se trouvent des traducteurs. A cela il faut ajouter qu'il ne viendra même pas à l'idée de Tchernov d'imaginer le rôle de Vandervelde à la neutralité leur juridique, comme s'il s'agissait d'un procès de spéculateurs pris en flagrant délit de vol. Tchernov, l'instigateur d'assassinats et de soulèvements pendant tout le cours des cinq années d'existence du pouvoir soviétique parle chaque jour de sa solidarité avec Vandervelde, Rosenfeld, Th. Liebknecht, et de la solidarité de Th. Liebknecht, Rosenfeld, Vandervelde avec lui, Tchernov, comme d'un fait allant de soi.

Le journal de Tchernov, allié de Vandervelde, est une des sources troubles d'information pour toute la presse anticommuniste. A son tour, revenu en Belgique — et plus probablement encore avant d'y être arrivé — Vandervelde reprendra, avec une énergie redoublée, basée sur l'autorité du « témoin oculaire » tout frais, sa campagne contre la République ouvrière sans cesse sous la pression mondiale capitaliste.

De la sorte, « l'arnislice » que demandent Vandervelde et Cie a un caractère très limité et unilatéral : il s'agit que la *Pravda* n'attaque pas Vandervelde pendant que la presse bourgeoise et coalitionniste du monde entier, soutenant Vandervelde, attaquera la Russie soviétique. Le *Times*, le *Temps*, le *Goloss Rossii*, le *Vorwaerts*, la *Freiheit*, le *Peuple* et autres grandes et petites pompes à mensonge fonctionneront à toute vapeur, cherchant à rendre impuissante et à désarmer la Révolution ouvrière, en armant jusqu'aux dents ses ennemis. Mais, quant à la presse soviétique et surtout à la

de l'Ukraine, de l'Arménie, où le peuple, martyrisé depuis vingt ans, est serré dans les tenailles des armées kémalistes et rouges et enfin de la Géorgie, constituant pour ainsi dire une section de l'Internationale, de notre Internationale, et se plaignant de ce qu'elle appelle — justement à mon avis — l'impérialisme bolchevique.

De la sorte, M. Vandervelde est l'avocat non politique, non seulement des S.R., mais aussi des mencheviks géorgiens, des dachniaks et des hommes de Pethura. Il soutient tous les ennemis du prolétariat russe où et comme il peut.

Pravda... chut ! silence !... ne troublez pas les pures visions juridiques de Vandervelde !

Comment donc expliquer cela ?

Nous avons commencé par constater que l'exigence émise par les défenseurs étrangers à l'égard de la presse soviétique, a un caractère étonnamment inintelligent pour ne pas dire sot. Nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter ici que dans cette sottise il n'y a pas l'ombre de candeur atténuante. Cette sottise est impudente, il est même difficile de dire ce qui domine : sottise ou impudence.

Or, nous avons déjà parlé des manières irréprochables de M. Vandervelde. On ne saurait non plus refuser de lui reconnaître un certain don d'analyse formelle, et de l'expérience politique. Comment expliquer alors qu'il se soit décidé à nous présenter une exigence — il est vrai, « non sous forme d'ultimatum » — aussi inepte, aussi monstrueusement non fondée ? C'est qu'au fond, cette exigence n'est pas du tout une simple manifestation de la stratégie personnelle de M. Vandervelde, ni le fruit de ses syllogismes juridiques. Non, cette exigence est inspirée par l'impudente assurance de l'opinion publique bourgeoise, par son infatigable effort, sa triomphante effronterie. Combien de fois, dans les moments critiques de leur histoire, les classes régnautes n'ont-elles pas réussi à hypnotiser, à paralyser et à se soumettre les soi-disant chefs ouvriers par l'énergie entragée de leur pression, par l'arrogance sans appel de leurs exigences, par la terreur de leurs menaces et de leurs calomnies ! Nous l'avons vu avec une particulière clarté lors des deux questions les plus graves de l'histoire humaine : la guerre et la révolution. Les « chefs » coalitionnistes abasourdis, après quelques instants d'hésitation, finissaient invariablement par s'asseoir sur les pattes de derrière et se mettaient à remuer leurs queues de parlementaires, d'avocats ou de ministres. L'opinion publique bourgeoise, ce levier très puissant du capital, ne connaît qu'une loi : réduire, briser la résistance, se soumettre tout. Elle s'empare de chaque position non ou mal défendue — uniquement pour, après s'y être renforcée, continuer immédiatement à avancer. Les Vandervelde, les Rosenfeld, les Théodore Liebknecht ne sont que des instruments plus ou moins efficaces de cette force très puissante. C'est elle, l'opinion publique bourgeoise qui les a envoyés ici ; et c'est elle qui leur a soufflé en les rattrapant cette nouvelle et impudente exigence.

Mais pourquoi avons-nous, en général, admis Vandervelde et Cie ? Nous savons fort bien, qu'en sa qualité d'ex et futur ministre de la Justice, Vandervelde ne penserait même pas à admettre des communistes russes à défendre des ouvriers belges. Donc, il est évident qu'il n'est pas même question ici de réciprocité et d'égalité. Encore moins avons-nous admis Vandervelde par sympathie pour lui. Il a eu l'occasion de s'en convaincre s'il avait encore des doutes à ce sujet. Nous avons été guidés par des motifs politiques. Les Internationales anticommunistes représentent encore un fait puissant. Une partie considérable des ouvriers est encore derrière elles. Ces ouvriers sont chaque jour empoisonnés par le mensonge bourgeois, réfracté à travers le milieu de l'agitation « socialiste ». En admettant chez nous Vandervelde, nous faisons une concession à l'esprit arriéré de ces masses trompées. Nous espérons de cette manière attirer leur attention sur certaines questions importantes de la Révolution prolétarienne. Nous espérons profiter de la participation de Vandervelde

pour, dans la lutte contre Vandervelde, ouvrir les yeux, au moins à une partie des masses qui ont encore confiance en Vandervelde. Mais en même temps, indépendamment de nos buts tactiques et du degré de leur futur succès, l'opinion publique bourgeoise est en droit d'inscrire à son actif le fait même de l'admission de Vandervelde à participer au procès, car c'est là indubitablement le résultat de toute l'agitation forcenée qui avait précédé contre la Russie soviétique. Mais, comme je l'ai déjà dit, l'opinion publique bourgeoise ne se contente jamais des résultats acquis. Son instinct affiné de classe dit à la bourgeoisie que son seul salut — surtout à l'époque actuelle — c'est la pression qui ne connaît pas d'arrêt.

Et voilà que, parce que guidés par nos motifs politiques, nous consentimes à admettre à participer au procès, les avocats étrangers qui nous sont hostiles, les alliés et les partisans de Tchernov, Golz et autres, la presse bourgeoise, enregistrant ce succès avec satisfaction mais aussi avec inquiétude, se mit à fouetter avec une force triplee la rosse de la 2^e Internationale. Ils ont hésité, ils cèdent — serrez-les, exigez, ne vous arrêtez pas, en avant !...

Gènes et Berlin — ce ne sont que les deux ailes d'un seul et même front. En voyant que nous consentions à négocier et à faire des concessions, on essaya à Gènes de nous prendre de force. C'est M. Barthou qui fut l'expression extrême de cette tactique. Mais la pression échoua. Nous avons tenu bon — et même sans grands efforts.

Ce que Barthou représentait sur la ligne d'artillerie lourde de l'impérialisme capitaliste, M. Vandervelde le représente en première ligne des reconnaissances social-patriotes. L'avocat Vandervelde est un politicien cherchant à dissimuler son rôle politique. Le politicien Vandervelde n'est que l'ombre chinoise de Barthou. Mais si le véritable dragon de l'impérialisme ne nous a pas effrayés, serons-nous effrayés par le dragon sur l'écran ?

La est le fond de la question : la stratégie de Gènes, comme celle de Berlin, était basée sur la psychologie des « socialistes » qui frémissent, mortellement épouvantés, devant l'opinion publique bourgeoise. La bourgeoisie inspira à Vandervelde contre nous les méthodes à l'aide desquelles elle s'était soumise Vandervelde lui-même. Seulement, elle n'a pas compté que les communistes russes étaient faits d'une autre pâte. C'est là, en général, l'erreur de la bourgeoisie dans toutes ses combinaisons à l'égard de la Russie soviétique, et c'est là aussi l'erreur de M. Vandervelde. *Nous sommes faits d'une autre pâte.* On a essayé de nous terroriser avec les canons de 150 millimètres des monitors anglais, ensuite par la campagne de l'opinion publique « indignée » de l'humanité civilisée ; puis par le chantage financier ; maintenant, on en est venu au petit chantage juridique. Ce ne sont là que les maillons de la même chaîne. Sa direction générale va de la tragédie sanglante à la farce. Nous savons que la farce peut n'être que la préparation de nouvelles tragédies sanglantes. Ceci est pour demain. Mais la tentative d'aujourd'hui de fermer la bouche aux communistes russes avec le petit poing ganté de la justice belge est non seulement déplacée, mais encore ridicule à l'extrême. Et nous en sourions.

Continuez votre affaire Monsieur Vandervelde — celle pour laquelle on vous a envoyé.

Et nous continuerons la nôtre — celle pour laquelle lutte et meurt maintenant en Europe et dans le monde entier la fleur de la classe ouvrière.

26 mai 1922.

L. TROTSKY.

PRÉCISIONS

Le camarade Renaud Jean écrivait dans *l'Humanité* (29 juin) : « Voyez comme c'est commode d'épurer un parti. On prête à certains des opinions qu'ils n'eurent jamais. Je voudrais bien savoir quels sont ceux qui, dans le parti, « répudient toute violence prolétarienne », ceux qui s'opposent à l'organisation d'une « direction ferme et centralisée », ceux qui mènent campagne « ouvertement ou sourdement contre l'action communiste dans les syndicats. » — « Que Treint apporte des précisions, des noms. »

Nous ignorons si Treint (que nous ne connaissons pas) répondra à cette invitation. Pour notre part, nous allons donner immédiatement satisfaction à Renaud Jean. Aussi bien Renaud Jean serait-il heureux de connaître, outre l'opinion de Treint, celle d'un simple militant.

I. « La menace (d'exclusion) plane sur vous, sur moi, sur tous les camarades, sur qui il plaira à Treint de jeter l'interdit ». La question des campagnes anticomunistes est ainsi réduite à une « question Treint » : Treint menace, « jette l'interdit », joue au dictateur du prolétariat. Haro sur Treint ! Mais ce haro ne fait pas avancer la question « d'un saut de puce ».

Ce n'est pas Treint, c'est l'Exécutif élargi de Moscou (février 1922), composé de représentants à l'entière mandatés de tous les partis communistes qui a dénoncé et condamné les campagnes anticomunistes menées dans le parti français, par une motion approuvée et votée par tous les délégués, y compris les délégués français (Cachin, Sellier, Renoult, Métayer). Treint n'a fait que reprendre, incomplètement d'ailleurs, les divers points de cette motion.

Et maintenant, « précisons » ces divers points.

II. L'Exécutif élargi condamné « la substitution du pacifisme humanitaire petit bourgeois à l'antimilitarisme révolutionnaire ».

Renaud Jean demande : « Répudier la violence ? Que Treint apporte des précisions, des noms. »

Nous n'avons, hélas ! que l'embarras du choix. Verfeuil se lamente, dans *l'Internationale*, sur « l'emploi de certains procédés de force qu'une situation de fait peut justifier, mais que la doctrine de notre parti et la morale sont d'accord pour réprouver ».

Dans le même journal, Méric, après avoir évoqué les nécessités de la Révolution, écrit : « Constaté et déplorer ces dures nécessités, c'est une chose, les admettre à priori, les préparer méthodiquement, les vouloir, c'en est une autre. »

Au Congrès de Marseille, Pioch déclare : « Les peuples ne se sont pas battus seulement pour des intérêts. Ils se déclarent la guerre et les passions la font durer. En méconnaissant cette vérité vous fonderiez des sociétés, d'où la guerre ne serait pas bannie. » Et plus loin : « Au lieu de déshonorer la guerre, vous commencez par déshonorer la paix en déshonorant le pacifisme... Le seul antimilitarisme profond et profitable est celui que créera l'éducation des enfants. » Et pour finir : « En ce qui concerne la désertion, l'orateur ne peut ni la conseiller, ni la déconseiller, c'est une affaire de conscience. Quant au noyautage de l'armée, il considère que c'est un sophisme dangereux. » Verfeuil a trouvé une solution élégante de la question : « On nous objecte que nous avons

besoin de l'armée pour faire la Révolution. La Révolution serait encore plus facile si l'armée n'existait pas. »

Ces « précisions » apportées, nous disons :

1° La révolution communiste, c'est d'abord la prise du pouvoir politique par le prolétariat. La bourgeoisie ayant la mauvaise habitude (« que réprouvent la morale et la doctrine de notre parti ») de résister avec acharnement, les communistes sont forcés d'employer la violence. Qui ne comprend pas cela, après la Commune de Paris, les événements de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, d'Italie, qu'a-t-il à faire parmi nous ?

Nous demandons : Oui ou non, notre devoir est-il de « préparer méthodiquement » cet assaut contre l'Etat bourgeois ? Remarquez-vous chez le prolétariat français, un excès de violence révolutionnaire contre la bourgeoisie — ou au contraire ce prolétariat n'est-il pas empoisonné par les idées de légalité républicaine, de pacifisme démocratique, de transformation sociale obtenue sans violence par l'éducation, la « bonne presse » et les prêches démocratiques et chrétiens de MM. Buisson et Sanguier ? Est-ce le moment de se lamenter devant lui sur les « dures nécessités » de la Révolution, ou faut-il lui montrer qu'il n'y a pas de Révolution sociale possible sans violence révolutionnaire et lutte armée contre la bourgeoisie ?

2° L'appui principal de la domination bourgeoise, c'est l'armée, composée en majorité de prolétaires.

Où ou non, est-ce le rôle des communistes de noyauter cette armée, c'est-à-dire d'y travailler comme communistes, c'est-à-dire de montrer aux prolétaires qui y sont incorporés que leur devoir de classe leur commande de mettre leurs armes au service de la classe ouvrière ?

Une des 21 conditions, acceptées à Tours par les communistes, rejetée par les dissidents, dit : « Une propagande, une agitation systématique et persévérante s'impose parmi les troupes. Des noyaux communistes doivent être formés dans les unités ».

Est-il permis à un communiste de remettre en question, dans un Congrès, les principes mêmes du parti ?

III. « Je défie Treint, dit Renaud Jean, de citer un camarade qui ait attaqué l'armée rouge telle que l'intervention militaire de l'Entente l'a imposée à la Russie. »

Aucun membre du parti n'a osé blâmer ouvertement les bolcheviks d'avoir créé une armée rouge ; mais les attaques plus ou moins obliques n'ont pas manqué. C'est Verfeuil qui déclare : « Nous restons fidèles au vieil antimilitarisme d'autrefois, fait d'opposition absolue et irréductible à tout système d'armement. Car il n'y a pas deux militarismes, il n'y en a qu'un. » Méric est « contre tous les militarismes ». Verfeuil proclame sa haine « du militarisme, quelle que soit la couleur qu'on lui donne ».

Peut-être qu'au fond — bien au fond — les auteurs de ces lignes sont des défenseurs de l'armée rouge. Mais le parti doit les obliger à l'affirmer nettement. Car, pendant qu'ils écrivent ces lignes, les anarchistes — ennemis acharnés de l'Etat prolétarien russe et de son instrument : l'armée rouge ouvrière — déclarent dans leur

Congrès : « Les anarchistes sont les ennemis de toute dictature que elle soit... ils restent ennemis de militarisme quelle couleur qu'il prenne, de la bourgeoisie ou du prolétariat » Mêmes idées, mêmes phrases.

Est-il permis à un communiste de prendre une position telle que le lecteur ne puisse la distinguer de la position anarchiste ? Lui est-il permis de fournir des armes aux ennemis de la Révolution russe ? Sommes-nous, oui ou non, partisans de la dictature prolétarienne, définie par Lénine « le pouvoir direct des ouvriers armés et organisés » ?

Des précisions, camarades !

IV. L'Exécutif élargi condamne « la lutte contre une direction du parti vraiment centralisée ».

Renaud Jean écrit : « Il serait utile de nommer ceux qui s'opposent à une direction ferme et centralisée. » Aidons-le à se souvenir.

Les thèses du 3^e Congrès de l'I. C. prévoient la constitution d'une direction étroite et renforcée (*Praesidium*) comprenant un bureau politique et un bureau d'organisation. Le *Praesidium* fonctionne dans tous les partis communistes. En France, avant Marseille, une campagne très violente a été menée contre la création de cet organisme par certains camarades dont les noms sont au bout de ma plume et que je nommerai s'il le faut. Le *Praesidium* ne fut pas créé.

Les thèses du 2^e Congrès prévoient « l'existence d'un Comité central muni de pleins pouvoirs dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle de deux Congrès, être contestée par personne ». Ce n'est pas le cas de notre Comité directeur qui ne possède ni le pouvoir d'exclure les indisciplinés, ni la direction effective de la presse.

Encore ce Comité Directeur a-t-il trop de pouvoirs aux yeux de certains. Avant Marseille, Heine trouvait d'esprit démocratique la formule « le parti est régi par le C. D. » et voulait la remplacer par cette autre : « Le C. D. préside aux destinées du Parti ». C'était le retour à l'ancienne C. A. P. impuissante. Pourtant nous avons voté à Tours la résolution d'adhésion : « Les organes directeurs doivent détenir une autorité incontestée, etc... »

Un communiste a-t-il le droit de remettre sans cesse en question les principes fondamentaux du communisme et de refuser systématiquement d'appliquer les décisions des Congrès ?

V. L'Exécutif élargi condamne « la fausse interprétation des rapports entre parti et syndicats ».

Ici nous demandons grâce. Nous ne pouvons nommer tous les adversaires déclarés ou masqués de l'action communiste dans les syndicats, « ils sont trop ». Les faits sont d'ailleurs évidents.

Feu la C. A. anarchisante de la C. G. T. U. s'élevait contre « tous les gouvernements quels qu'ils soient », sans distinguer entre le gouvernement espagnol et le gouvernement des soviets. Le Parti s'est tu. Le *Libertaire*, journal officiel de la C. A., publia un projet de statuts nettement anarchiste. Le Parti s'est tu. La C. A. décida de participer à la conférence anarcho-syndicaliste de Berlin. Des syndiqués protestèrent. Certains voulaient aller à Moscou, les uns sans conditions, les autres sous réserves. Le Parti a continué à se taire. L'*Humanité* a inséré côte à côte les lettres de Lozovsky et celles de la C. A., les motions communistes et les motions anarchistes, mais (je mets à part un filet de Tourette et la reproduction d'un grand article de Monatte paru dans l'*Ecole émancipée*), elle n'a pas pris parti, défendu le point de vue communiste. Jusqu'à la veille de Saint-Etienne, malgré les réclamations de Rosmer, Tommasi, Lauridan, Treint, etc., le parti — la

majorité du parti — a laissé les militants communistes syndiqués sans directives dans les syndicats en dépit de l'obligation que lui en faisait la motion de Marseille (1). Renaud Jean, membre du C. D., peut-il ignorer ces faits et nous demander des précisions, des noms ?

Ignore-t-il que Verdier, Quinton, Majoux, etc... ont toujours été libres, non seulement de mener campagne contre l'action communiste dans les syndicats, mais encore d'attaquer dans la presse, dans les syndicats, dans le parti, la Révolution russe, le P. C., l'I. C., V. S. R. ? Ignore-t-il que Toffi, alors secrétaire de la C. G. T. U. et membre du P. C., a été un des promoteurs de la conférence anticommuniste de Berlin ? Ignore-t-il que le député communiste Lafont a fait distribuer aux congressistes de Saint-Etienne, pendant le Congrès même, un tract où il attaquait violemment les timides essais d'action communiste dans les syndicats ? Ignore-t-il l'usage que le *Populaire* a pu faire de ce tract ? Ignore-t-il le nom des membres du P. C. qui, à Saint-Etienne, ont défendu les motions anarchistes ?

VI. L'Exécutif élargi condamne « la tendance à former un bloc avec l'aile radicale de la bourgeoisie ». Treint a omis de mentionner cette tendance anticommuniste.

Cependant une campagne pour le bloc des gauches a été menée dans le Parti, et, en plusieurs endroits, on est passé aux actes, au moment des élections cantonales — Barabant, membre du C. D., fait le bloc des gauches dans la Côte-d'Or, et transforme le *Populaire de Bourgogne*, journal communiste — auquel l'*Humanité* a dû verser d'importantes subventions ! — en « organe d'avant-garde », l'avant-garde comprenant radicaux, radicaux-socialistes, républicains-socialistes, etc... Des demandes de contrôle arrivent de nombreux cantons : le candidat du P. C. a perdu en route l'étiquette communiste pour devenir « candidat du bloc des gauches », « candidat de toutes les bonnes volontés républicaines », etc...

Renaud Jean ignore-t-il ces agissements ?

VII. L'Exécutif élargi condamne « les efforts pour substituer une Fédération platonique de partis nationaux à la discipline internationale d'action ».

Une violente campagne contre l'I. C. a été menée dans le *Journal du Peuple*. Les citations occupèrent plusieurs pages. Mais il y a mieux que les citations : il y a révolte ouverte ou cachée contre la discipline internationale.

Renaud Jean estime que Fabre, exclu du Parti, « est désormais à sa véritable place ». Mais il trouve regrettable la procédure employée contre lui. Pourtant, le C. D. n'a pas le pouvoir d'exclure. La Commission des conflits estime insuffisants les motifs invoqués pour l'exclusion de Fabre. Alors que fallait-il faire ? Attendre ? Quoi ? Le Congrès National ? Le 4^e Congrès mondial ? Bref, on avoue que Fabre est un ennemi du communisme, on est partisan de son exclusion, mais adversaire de la seule procédure qui permette cette exclusion.

Dans une question analogue, même attitude. La C. D. décide l'exclusion automatique de tous ceux qui, à l'avenir, collaboreront au *Journal du Peuple*. Verfeuil, aussitôt, publie dans le *Journal du Peuple* un article où il approuve Fabre et raille l'Exé-

(1) Qu'il nous soit permis d'observer ici que Frossard, à Saint-Etienne, a heureusement rompu avec cet abstentionnisme honteux. L'*Humanité* elle-même avait, dans les semaines qui ont précédé Saint-Etienne, mené contre l'anarcho-syndicalisme une campagne utile, encore qu'un peu tardive. (B. C.).

cutif. Verfeuil a-t-il été exclu ? Non. Plusieurs journaux de province se déclarent solidaires de Fabre. Quelle mesure a-t-on prise contre eux ?

Pourtant on se prétend discipliné envers l'Internationale. On oublie qu'une des conditions d'admission *donne aux décisions de l'Exécutif force de loi entre les Congrès* — et que l'article 9 des statuts de l'I. C. (article contre lequel l'Internationale mène actuellement campagne) *permet au C. E. d'exclure* les membres ou fractions des divers partis qui violent la discipline ? Verfeuil et Fabre n'ont donc pas violé la discipline ? Ou bien conteste-t-on le principe même de la discipline internationale ? Car il n'y a plus de discipline internationale si chaque section nationale prétend agir en pleine indépendance, et refuse d'appliquer les décisions prises à la majorité par les délégués de tous les partis. Nous n'aurions plus d'Internationale d'action, mais des parlotes oecuméniques. *Ce serait le retour à la seconde Internationale.*

VIII. « La résistance au front unique n'a rien de commun avec l'indiscipline », dit Renaud Jean. Bornons-nous, ici, aux remarques essentielles.

1° Cette affirmation : « La crise qui aux yeux des partisans du front unique, exige une tactique nouvelle, existe depuis deux ans en France, depuis l'échec des grèves de mai 1920 », cette affirmation ne tient pas debout. En 1920 nous n'avions qu'une organisation syndicale, et le P. C. n'existait pas encore ! La question du front unique ne se posait donc pas (pour traiter ensemble il faut être deux !) ; elle est relativement récente en France ;

2° « On avait le temps », avant d'appliquer cette tactique nouvelle, « de consulter les partis et de faire trancher la question par des Congrès nationaux et internationaux ». Vraiment ? Les ouvriers allemands, par exemple, avaient le temps, d'attendre, pour manger et lutter contre la réaction, que le 4^e Congrès mondial ait bien voulu se réunir ? On aurait dû demander, certes, aux capitalistes, de retarder leur offensive jusqu'après le 4^e Congrès !

C'est la situation qui commande notre tactique, non la date de nos Congrès. Et on formule la théorie de cette tactique quand on peut : tant pis si c'est entre deux Congrès. Le rôle de l'Exécutif est de chercher sans cesse la meilleure tactique devant une situation donnée. Et, aux termes des statuts, *ses décisions ont force de loi jusqu'au Congrès mondial* ;

3° Mais venons à la question essentielle. *Devons-nous, par discipline, appliquer immédiatement, avant même le Congrès, la tactique du front unique ?*

L'existence de tendances anticommunistes, que nous avons sommairement énumérées, dans le parti français, est la cause principale de la crise actuelle. La question du front unique a contribué à jeter le trouble, mais pourquoi ? Parce que certains, le plus souvent ceux que l'I. C. dénonçait comme anticommunistes, ont fait de cette tactique une machine de guerre contre l'Exécutif, et l'ont défermée systématiquement. Tant que le Parti gardera dans ses rangs des hommes qui restent les ennemis de ses principes essentiels, qui remettent sans cesse en question les thèses de l'I. C., les 21 conditions, la résolution de Tours, *il ne pourra pas appliquer méthodiquement la tactique du front unique.* Et quand les tendances anticommunistes seront vaincues, l'accord sera vite fait sur le front unique. *Le premier pas vers le front unique, c'est le redressement du Parti.*

Aussi pouvons-nous dire à Renaud Jean : « Si vous craignez que l'Exécutif ne nous impose cette tactique avant le Congrès, rassurez-vous, car, mal-

heureusement, le Parti ne sera pas, d'ici-là, assez communiste pour pouvoir l'appliquer. »

4° Mais d'ici-là, tout en travaillant au redressement du Parti, *notre devoir est d'exposer loyalement, dans les journaux à grand tirage, la conception de l'I. C. et surtout les expériences du front unique, à l'étranger et en France.* Mais oui, en France. Pendant que les journalistes déclarent cette tactique incompréhensible pour la masse, *la masse l'applique* dans les Vosges et dans le Nord, au cours des grèves ; l'U. D. de la Moselle, d'autres organisations ouvrières, s'y déclarent favorables. Les journaux du parti vont-ils continuer à taire ou à dissimuler ces faits, à cacher systématiquement toutes les expériences qui prouvent la justesse des thèses de l'I. C., tandis qu'en première page paraissent des condamnations sans appel du front unique ;

5° Enfin parce que nous sommes impuissants, pour l'instant, à appliquer chez nous la tactique du front unique, *ce n'est pas une raison pour saboter internationalement cette tactique, votée par tous les P. C. sauf trois, et pour faire le jeu des Internationales 2 et 2 1/2.* En particulier, *il est inadmissible que, sous prétexte d'opposition au front unique, nos journaux continuent à être les arsenaux où le Vorwaerts et autres organes socialistes allemands viennent ramasser leurs armes contre les communistes.*

IX. Renaud Jean « a cru naïvement jusqu'ici, dit-il, qu'il suffisait, pour être communiste », de préparer la Révolution, en appliquant « les principes fondamentaux qui sont à la base du Parti ». Aussi l'article de Treint l'a-t-il stupéfait.

Nous voudrions avoir dissipé cet étonnement. Nous avons prouvé que *la crise du P. C. n'est pas provoquée par une ou plusieurs questions de personnes.* Il ne s'agit pas d'une querelle entre Treint ou Souvarine, plus ou moins mal embouchés, et Verfeuil ou Heine, plus ou moins bien embouchés.

Il existe dans le parti français une tendance qui a engagé une lutte acharnée, ouverte ou masquée, *contre les principes essentiels de l'I. C., contre « les principes qui constituent la base du Parti ».* C'est un fait.

En face, il existe une tendance qui prend au sérieux les devoirs du P. C. et qui est décidée à *appliquer, sans restrictions ni arrière-pensées les thèses et les résolutions de l'I. C.* C'est un autre fait.

Ces deux tendances n'ont pas beaucoup plus de points communs, hélas ! que n'en avaient, avant Tours, les futurs dissidents et les vrais communistes. Entre les deux, il ne peut y avoir que combats incessants. *Entre les deux, il faudra choisir.* Heureusement, *le choix du Parti, dont la masse est saine, dont les militants ouvrent chaque jour les yeux, n'est plus douteux aujourd'hui.*

Il demeurera fidèle aux principes fondamentaux du communisme et à l'Internationale. *Il obligera les amis de l'ennemi, qui ne sont dans le Parti que pour le saboter, à se soumettre ou à se démettre.*

2 juillet 1922.

O. POZZO DI BORGIO.

SECOURONS
NOS FRÈRES
DE RUSSIE

Chronique Internationale

La Débâcle Economique des Etats de l'Ancienne Monarchie Austro-Hongroise

L'Œuvre des traités de Saint-Germain et de Trianon

Avec une audace inouïe et sans exemple dans l'histoire, l'Entente démembra, en automne 1918, la monarchie austro-hongroise et sur ses ruines créait, sans aucun plan préconçu, au hasard, une série de petits Etats indépendants, incapables de vivre par eux-mêmes. Avant d'étudier la situation économique des trois Etats principaux qui se sont formés à cette époque, il est nécessaire de regarder comment les traités de paix de Saint-Germain et de Trianon ont divisé l'ancienne monarchie austro-hongroise.

Tandis que la Pologne, pour réaliser son unité, annexait la Galicie Orientale et que la Serbie s'emparait de la Bosnie et de l'Herzégovine, la Hongrie et la Tchéco-Slovaquie proclamaient leur indépendance. Et l'Autriche-Allemande, amputée d'une partie du Tyrol, au profit de l'Italie, se constituait en République indépendante, après avoir tenté de se rattacher à l'Allemagne. Les traités de Saint-Germain et de Trianon consacrèrent cette situation géographique nouvelle.

Dans tous ces jeunes petits pays il existe un lien étroit entre l'Etat et la situation économique, pour des raisons faciles à saisir. Tous ont appartenu à la monarchie austro-hongroise jusqu'à la fin du blocus, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la guerre. Tous ont donc été placés dans la même situation et ont eu à lutter avec les mêmes difficultés économiques et sociales : l'appareil industriel militarisé, transformé ou détruit, les stocks épuisés, les transports désorganisés, la population sous-alimentée, la fermentation sociale poussée à son extrême. L'Etat, lui-même, était affaibli par une tension de cinq ans de guerre et par une révolution.

Tous ces Etats se formèrent donc dans des conditions très précaires. Quelle est, après plus de trois ans et demi, la situation économique de ces nouveaux Etats : *La Tchéco-Slovaquie, la Hongrie et l'Autriche* ? C'est ce que nous allons essayer d'étudier.

I. — La Tchéco-Slovaquie

La Tchéco-Slovaquie, le paradis social des Masaryk et Benès, que les chefs de la II^e Internationale aiment à donner en exemple au prolétariat européen, est le pays qui illustre le mieux les enseignements de la théorie

marxiste. La crise économique qui secoue ce jeune Etat et l'offensive patronale, savamment préparée et organisée, contre la classe ouvrière, ont déjà attiré notre attention.

Dans l'ancienne monarchie austro-hongroise, la province tchèque était le réservoir de minerais de tout le pays. Toutes les autres parties de la monarchie tiraient de la Tchéco-Slovaquie les produits manufacturés, le charbon, le minerai, etc., dont elles avaient besoin. En un mot, toute l'industrie du pays était concentrée dans la province tchéco-slovaque. Aujourd'hui, la Tchéco-Slovaquie indépendante possède une industrie formidable qui ne lui profite guère.

Jusqu'au milieu de l'année dernière environ, la valeur de la couronne tchèque était sensiblement égale à la valeur des couronnes hongroise et autrichienne. L'Autriche et la Hongrie restaient les principaux débouchés de l'industrie tchèque. Le change tchéco-slovaque était alors très favorable pour le capitalisme européen et les commandes affluèrent de l'étranger. Et alors que le chômage se développait et s'étendait sur presque tous les pays, la Tchéco-Slovaquie connut une courte période de prospérité.

L'industrie tchèque est excessivement développée et elle doit ce développement à la facilité qu'elle possède de s'approvisionner en minerais et en combustible dans le pays même. Enfin, à tous les points de vue, la Tchéco-Slovaquie est, relativement, dans une situation beaucoup plus avantageuse que la Hongrie et que l'Autriche, surtout. Outre sa grosse industrie, elle possède une agriculture très développée, d'immenses territoires facilement cultivables et il lui est donc facile d'alimenter sa population. La Tchéco-Slovaquie, en pleine prospérité, vit alors la valeur de sa couronne augmenter de jour en jour. En janvier dernier, — et aujourd'hui encore — cent couronnes tchèques furent cotées, à Zurich, dix francs suisses.

C'est alors que la crise économique s'abattit sur ce pays. Les importations et les exportations diminuèrent. En février les importations étaient de 2,38 millions de quintaux métriques, contre 2,99 millions de quintaux métriques en janvier. Pour les exportations la différence est

encore plus sensibles. En février elles se montaient à 4,26 millions de quintaux métriques contre 6,95 millions de quintaux métriques en janvier. Le bilan commercial était donc en février de 1,88 millions de quintaux métriques contre 3,96 millions de quintaux métriques en janvier. C'est dire qu'il a diminué de la moitié.

Enfin, tandis que la couronne tchèque augmentait, les couronnes hongroise et autrichienne, spécialement perdaient de plus en plus de leur valeur. L'Autriche et la Hongrie limitèrent leurs achats en Tchéco-Slovaquie. Les capitalistes d'Europe occidentale ne bénéficièrent plus des avantages du change, diminuèrent également leurs commandes. Et la crise économique éclata : les usines fermèrent, des milliers d'ouvriers furent congédiés et les industriels profitèrent de la situation pour déclencher une offensive contre les salaires.

Aujourd'hui la Tchéco-Slovaquie est dans le marasme économique le plus complet. Isolée et — telle la Suisse — au milieu de pays dont le change est sensiblement plus bas que le sien, elle est la proie de conflits sociaux formidables et d'une crise de chômage énorme. La Tchéco-Slovaquie, avec sa grosse industrie ne peut pas vivre par elle-même. Les capitalistes et gros industriels ont senti la situation périlleuse de ce pays et depuis quelque temps, de tous les points de la Tchéco-Slovaquie, on signale des usines qui liquident pour aller s'installer en Hongrie de préférence. Et la crise économique, en Tchéco-Slovaquie, n'est qu'à son début.

II. — La Hongrie

La Hongrie est, avant tout, un pays agricole. Elle était le grenier à blé de l'ancienne monarchie austro-hongroise. L'industrie n'est pas énorme. Elle possède quelques usines métallurgiques et une assez grande quantité d'industries textiles.

Il existe en Hongrie un tel gachis économique, politique et social, qu'il est impossible de déterminer la situation exacte de la Hongrie. Ce que l'on sait, c'est qu'elle n'est pas brillante — loin même d'être brillante. Le bilan commercial et le budget de ce pays sont inconnus ou difficiles à établir. Le gouvernement hongrois possède bien un bureau de statistiques, mais il « imite de Conrart le silence prudent ».

Deux livres ont récemment paru sur la situation économique de la Hongrie, mais il faut être très circonspect à leur égard, car ils ne sont rien moins que de la propagande éditée par le gouvernement de Horthy.

Il y a un fait pourtant que le gouvernement de bandits qui régit la Hongrie ne peut pas cacher : c'est le caractère passif, et très passif — du bilan commercial. La Hongrie fait du commerce avec l'Autriche et avec la Tchéco-Slovaquie principalement. Ces derniers temps, les relations commerciales avec l'Autriche, à cause de la baisse constante de la couronne autrichienne, ont diminué au profit de la

Tchéco-Slovaquie. En 1920, la Hongrie livrait le 24 % de ses exportations à la Tchéco-Slovaquie et le 55 % à l'Autriche. En 1921, elle livrait déjà le 45 % de ses exportations à la Tchéco-Slovaquie et le 21 % seulement à l'Autriche. Quant aux importations, le 52 % vient de Tchéco-Slovaquie et le 8 % d'Autriche.

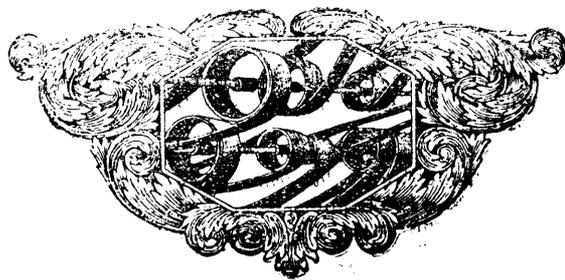
La Hongrie exporte avant tout des céréales, des fruits, des racines de chicorée, des peaux, des bêtes de boucherie et des bêtes de traits, quelques produits de fer manufacturés et beaucoup de produits de l'industrie textile. Elle importe — et la plus grande partie vient de Tchéco-Slovaquie — du papier, du caoutchouc, des articles de cuir et principalement des machines agricoles, du bois et du charbon. L'importation de bois et de charbon a atteint, l'an dernier, 9 millions 707.147 quintaux métriques. En 1921, les importations totales s'élevaient à 12.106.938 quintaux métriques dont 10.281.905 quintaux métriques venaient de Tchéco-Slovaquie. Cela suffit à marquer la dépendance économique de la Hongrie vis-à-vis de la Tchéco-Slovaquie. Quant aux exportations, elles s'élevaient en 1921 à 2.271.861 quintaux métriques dont 802.275 furent destinés aux territoires hongrois appartenant aujourd'hui à la Tchéco-Slovaquie. Le bilan de la Hongrie est donc passif de près de 10 millions de quintaux métriques. Dernièrement, questionné sur le bilan commercial de la Hongrie, le directeur du bureau hongrois des statistiques déclara que l'an dernier, la Hongrie avait importé des produits pour une somme de 43 milliards de couronnes hongroises, tandis que ses exportations n'atteignaient que 22,3 milliards de couronnes hongroises : d'où une passivité d'environ 20 milliards de couronnes hongroises.

La situation financière de la Hongrie n'est pas meilleure. Elle empire de jour en jour. Pour couvrir ses dépenses, l'Etat hongrois imprime chaque semaine de nouveaux billets de banque, pour des millions de couronnes. Le nombre des billets de banque en circulation ne cesse d'augmenter et par conséquent, la valeur de la couronne hongroise de descendre. A Zurich, 100 couronnes hongroises valent 50 centimes suisses et à Prague 100 couronnes hongroises valent 6,50 couronnes Tchèques.

Le peu que l'on sait sur la situation économique de la Hongrie nous montre qu'elle est aussi un pays incapable de vivre par lui-même.

Pierre FRANKLIN.

(A suivre)



Réflexions d'un Communiste allemand sur le cas Fabre

I

Le philosophe allemand Hegel disait : « L'histoire nous apprend que nous n'apprenons rien par l'histoire. »

Quand on observe l'histoire du socialisme et du communisme on est tenté de croire qu'Hegel avait raison.

Les mêmes problèmes, les mêmes questions, les mêmes arguments reviennent toujours sous des aspects changeants ; il semble que le petit-fils « ne veuille rien savoir de Pharaon ». Nous devons toujours nous efforcer à trouver des solutions nouvelles.

Mais malgré tout, les expériences du passé et les expériences actuelles des autres partis sont fécondes. Il ne s'agit que de les connaître et de les comprendre.

II

Par une campagne méthodique dans le Parti français un état d'esprit s'est créé. On semble s'imaginer qu'il arrive incessamment de Moscou des « *oukases* » insensés et dictatoriaux qu'on doit — autant par respect pour le bon sens que par respect pour soi-même — laisser inappliqués.

C'est principalement dans le journal de Fabre que cet état d'esprit a pris sa source ; c'est lui, principalement, qui l'a nourri.

Qu'est-ce que c'est, ces « *oukases* » de Moscou ?

Ce sont les expériences combinées de toutes les sections de l'Internationale Communiste.

Ce ne sont pas les seules « opinions » fortuites de « quelques personnages », tels que Radek, Zinoviev, Trotsky, etc., comme Lafont tenta de le faire croire au Conseil National du 23 avril.

Si, dans toutes les décisions que prend l'Internationale Communiste, dans toutes les suggestions qu'elle présente, l'influence du parti russe est si prépondérante, c'est pour une raison bien simple : le parti russe est celui qui a l'expérience la plus riche et la plus diverse.

Le parti allemand, également, a derrière lui une série d'expériences dont les autres partis peuvent et doivent tirer profit.

Il y en a quelques-unes parmi ces expériences qui se rapprochent de celle que vient de faire, avec l'affaire Fabre, le parti frère français.

III

Les Fabre et consorts font tout le temps appel au *sentiment d'indépendance* contre la discipline indispensable.

La discipline, c'est pour eux ce que les Allemands appellent « *Kadavergehorsam* », — « l'obéissance du cadavre ».

Qu'est-ce que c'est, en réalité, que cette discipline ?

C'est tout d'abord en appel à la raison.

La discipline militaire, telle qu'elle est pratiquée dans les armées bourgeoises, est aveugle. Elle exige du soldat l'obéissance passive aux ordres qu'on lui donne. Il doit obéir mécaniquement.

Toute autre est la discipline communiste.

Le soldat de notre grande armée communiste n'est rien, s'il n'accueille pas avec compréhension les décisions prises et s'il ne les exécute pas avec bonne volonté.

Cela n'est pas seulement vrai pour les partis communistes, c'est encore vrai pour l'armée rouge.

La discipline communiste est par conséquent une chose essentiellement différente de la discipline des armées des Etats bourgeois. Elle ne ressemble à celle-ci que *par apparence*. Elle est, en fait, avec elle en absolue contradiction.

Elle n'est nullement, pour cela, affaiblie ou fléchissante ; elle n'en est que plus stricte et plus forte.

IV

On nous dit que l'ouvrier français manque d'esprit de discipline ; qu'il n'est pas capable de se plier à la discipline sévère du communisme.

Ce sont là des bavardages de petits-bourgeois et d'intellectuels.

Les intellectuels à la Fabre, parce qu'ils sont incapables d'oublier leur chère petite personne, leur importante individualité, s'imaginent que les ouvriers en sont également incapables.

Qu'on nous comprenne bien. Cette incapacité de discipline ne se rencontre pas chez tous les intellectuels, mais seulement chez les intellectuels petits-bourgeois.

Le petit-bourgeois est individualiste par nature ; il croit être à lui seul un petit univers, quelque chose comme la *monade* de notre philosophe allemand Leibniz.

L'intellectuel petit-bourgeois tire de son instinct petit-bourgeois une philosophie, une doctrine, une poésie, une rhétorique, une religion.

En France cette idéologie petite-bourgeoise puise une bonne part de ses forces dans certaines traditions de la grande Révolution.

On rencontre aussi chez les ouvriers français ces instincts petit-bourgeois.

Les intellectuels petit-bourgeois à la Fabre, au lieu de combattre ces instincts, les flattent, les encouragent, les fortifient.

Là est le grand et réel danger que constituent pour le Parti Communiste les intellectuels de l'épave Fabre.

Les grands faits historiques parlent un autre langage quant à la capacité de discipline révolutionnaire des ouvriers français.

La Grande Révolution offre un évident exemple d'une sévère discipline révolutionnaire.

Napoléon I^{er} soumit le peuple laborieux à la discipline la plus sévère, voire la plus despotique.

La force de cette discipline ne consistait pas dans une oppression mécanique et purement extérieure.

La discipline des armées napoléoniennes se fondait sur la conscience qu'avait le peuple d'accomplir une mission historique : la conscience qu'il défendait un nouvel état social contre les retours offensifs de la société féodale.

Quand ce sentiment disparut, la discipline se désagrégea et Napoléon tomba.

Les faits les plus caractéristiques de l'histoire française prouvent donc, de la manière la plus évidente, la plus stricte, que le peuple français, et tout particulièrement la classe ouvrière française, est apte à se plier à une discipline révolutionnaire aussi sévère qu'indispensable.

Dans la révolution vers laquelle nous marchons, la classe ouvrière française luttera pour la première fois pour ses intérêts exclusifs et non pour ceux de la grande ou de la petite bourgeoisie.

Il est clair que si elle a été capable, dans le passé, de s'astreindre à une discipline révolutionnaire sévère sous la direction de la grande et de la petite bourgeoisie, elle se montrera dix fois plus capable de s'astreindre à la même discipline quand elle luttera pour ses propres intérêts et qu'elle sera guidée par ses propres chefs.

Cela, les intellectuels petit-bourgeois ne le comprendront jamais.

Mais les ouvriers français le comprendront. C'est, pour eux, une question de vie ou de mort. Il est du devoir du Parti Communiste français de leur expliquer l'importance de la discipline révolutionnaire.

C'est pourquoi il lui fallait se débarrasser de Fabre, pourquoi il lui faut se débarrasser de tous les autres Fabre.

La lutte contre Fabre est la lutte contre les tendances petite-bourgeoises, aussi bien opportunistes qu'anarchistes, au sein du mouvement ouvrier.

Si ces tendances sont encore fortes dans le mouvement français — et il n'y a aucun doute qu'elles le sont — la lutte féroce et persistante contre elles est d'autant plus nécessaire.

V

On nous dit : « Fabre n'est que le « bouc émissaire » ; personnellement, il est insignifiant, il n'est rien. Sans doute. Fabre n'est pas un géant. C'est un tout petit insecte. Mais Fabre est un symbole, un centre de ralliement, le truchement d'une tendance.

Il est tout à fait illusoire de prétendre lutter *in abstracto*, c'est-à-dire dans les nuages, quand il s'agit de tendances. Toute lutte contre telle ou telle tendance n'est effective que si elle atteint les personnes qui les représentent. L'expérience le prouve. Des résolutions d'un caractère général ne comptent pour personne. Des mots, rien que des mots ! Elles ne suscitent d'opposition qu'au moment où des personnes sont atteintes par elles. Les atteindre, là est la chose essentielle.

VI

La social-démocratie allemande a lutté à cent reprises contre le *revisionnisme* et l'*opportunisme*, mais d'une façon trop « générale ». Elle a vaincu cent fois le revisionnisme — *sur le papier*. Elle s'est gardée de toucher aux personnes mêmes des revisionnistes. Ceux-ci se moquaient des résolutions et des paperasses, et en fin de compte c'était eux qui gagnaient du terrain.

VII

Le cas Fabre est par conséquent un cas exclusivement et éminemment politique.

L'exclusion de Fabre et de ceux qui se sont solidarisés avec lui — c'est l'exclusion des tendances et des instincts petit-bourgeois, ou si ce n'est pas, ce n'est rien du tout. Son but, c'est de maintenir au parti son *caractère prolétarien*.

Il est absolument indispensable que le Parti prenne clairement conscience de la signification politique du cas Fabre. L'Exécutif de l'Internationale Communiste l'a conçu ainsi ; pour le Parti français cela reste encore à concevoir.

VIII

Des tendances similaires ont été représentées en Allemagne par les Lévi, les Friesland, les Brass, etc., etc. Eux aussi ne luttèrent que pour la « liberté d'opinion », contre les « oukases de Moscou », contre la discipline de fer, pour le « grand parti socialiste-révolutionnaire ». Aujourd'hui, ces gens se sont joints aux longuetistes allemands : ils se sont démasqués assez rapidement.

Le Parti allemand en a vite fait justice. Il a démontré aux masses communistes la signification politique de cette tendance. Toutes les questions, soulevées par cette tendance, il les a posées avec la plus grande clarté du point de vue de ses principes fondamentaux. En quelques mois, tout fut résolu. La grande majorité du Parti s'était dès l'abord dressée contre ces gens. Le petit nombre de bons ouvriers qui les avait suivis ne tarda pas à les abandonner.

Passer le mal sous silence, le dissimuler, le masquer, c'est le fortifier. La pleine lumière, voilà le remède infailible. C'est elle seulement qui permet de liquider les crises avec un minimum de désorganisation.

IX

Il est facile de prévoir que les Fabre s'enrôleront demain dans l'armée contre-révolutionnaire. C'est une illusion de croire qu'ils resteront là où ils se trouvent aujourd'hui. En Allemagne, il y a un proverbe connu qui dit : « Les morts vont vite à cheval ». Dans une époque révolutionnaire comme la nôtre, le premier petit pas qui éloigne du camp révolutionnaire conduit dans le camp de la contre-révolution. Les Lauffenberg et les Wolfheim sont aujourd'hui chez les monarchistes les plus extrêmes. Les Lévi, les Friesland, les Brass sont devenus des anti-communistes pur sang. Hier,

c'étaient des anti-communistes dont le communisme se réduisait à la phraséologie : aujourd'hui, ils sont des anti-communistes avec la phrase opportuniste ; ils seront demain des opportunistes sans phrase.

X

L'exclusion de Fabre et de ceux qui se solidarisent avec lui n'est pas simplement motivée par quelques divergences de tactique, mais par des antagonismes de principe.

Le groupe Fabre se déclarait hostile à la scission de Tours. Le groupe Fabre plaquait ouvertement ou en cachette pour l'autonomie nationale des sections de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire pour le retour aux méthodes des Internationales 2 et 2 1/2.

Le groupe Fabre voulait reconstituer le Parti Socialiste Unifié.

Le groupe Fabre est imbu d'un pacifisme bourgeois ; il se prononce contre le « militarisme rouge », c'est-à-dire contre le rôle historique de la force.

C'est là, point par point, la position des Kautsky, des Hilferding et des Crispin.

C'est le centrisme drapé dans la phrase communiste.

XI

Il est dans l'intérêt du groupe Fabre de présenter la question Fabre surtout comme une question de STATUTS.

De cette façon, on évite d'évoquer le caractère politique de la question qui en est le point essentiel.

C'est de cette même façon que les Friesland et Cie ont inauguré leurs tentatives centristes en vue de saper le Parti Communiste.

Il faut forcer l'opposition de quitter le terrain des statuts et de répondre avec des arguments politiques à une question politique.

XII

Où est la différence entre l'intellectuel petit-bourgeois et l'intellectuel communiste ?

L'intellectuel petit-bourgeois est un idéologue. Il est, le plus souvent sans le savoir, la victime de l'idéologie *bourgeoise*. Il comprend tant bien que mal la révolution *bourgeoise*. Mais un frisson lui court de long de l'échine quand il pense à la révolution prolétarienne.

Cette révolution exige l'emploi de la force concentrée au plus haut degré. Elle demande la soumission de l'individu au Parti et, plus tard, à l'Etat prolétarien.

L'intellectuel petit-bourgeois se berce de rêves bien plus paisibles.

Mais la révolution prolétarienne est dure, âpre, inflexible, rien moins que pacifique.

Elle n'écrase pas seulement sans égard l'adversaire, elle exige des sacrifices immenses, inexorables, de la classe ouvrière elle-même.

L'intellectuel petit-bourgeois est attaché à la culture *bourgeoise*.

Mais la révolution prolétarienne commencera par

une période de destruction, qui n'épargnera pas la culture *bourgeoise*.

On ne peut nier que pour la préparation et pour le développement de la révolution prolétarienne, l'intellectuel petit-bourgeois constitue une entrave, un élément de faiblesse et de désorganisation, qu'il vient pratiquement au secours de la contre-révolution.

La révolution prolétarienne a besoin d'intellectuels, *mais d'intellectuels communistes* qui soient liés par tout leur esprit, liés par toute leur mentalité à la classe ouvrière, qui expriment les pensées de cette classe, qui aient complètement dépassé l'idéologie *bourgeoise*.

La classe ouvrière française a besoin d'intellectuels, elle doit les façonner en vue de l'œuvre qu'il lui faut accomplir. Les intellectuels petit-bourgeois à la Fabre sont ses ennemis les plus dangereux ; la classe ouvrière a pour devoir de les chasser de son sein.

A. THALHEIMER.

(Trad par H. JEANNIN.)

UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie
d'un affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur